

« Repères sur la pensée écologique, le PCF et l'évolution de son rapport à l'écologie »

Luc Foulquier (ingénieur – chercheur en écologie)

(détail de l'exposé présenté au stage de formation « Écologie » le 30 mai 2009)

1 - Introduction.....	2
1.1 - Les rapports homme-nature.....	2
1.2 - La bataille autour du sens des mots	3
2 - Ainsi est née l'écologie	4
2.1 - Le travail des historiens.....	4
2.2 - Quelques grands noms des sciences naturelles.....	9
2.3 - Des apports théoriques, en particulier d'Engels et de Marx.....	11
3 - L'écologie, la science, la société.....	13
3.1 - Quelques grandes étapes du développement des connaissances.....	13
3.2 - De la protection de la nature au développement durable.	15
4 - Écologie – écologisme	18
4.1 - Bataille politique et idéologique des années soixante et soixante-dix.....	18
4.2 - Le Club de Rome	24
4.3 - Le rapport Brundtland et la période de 1983-1987.....	25
4.4 - Le sommet de Rio (1-15 juin 1992)	25
5 - L'évolution du PCF vis-à-vis de l'écologie et ses écrits pendant 40 ans	28
5.1 - Articles, brochures et livres depuis la fin des années soixante.....	28
5.1.1 - Rappels sur notre organisation et nos préoccupations.....	28
5.1.2 - Récapitulatif de l'essentiel des textes produits par les communistes français.....	33
5.2 - Les textes de congrès depuis 1974 (21 ^{ème} congrès)	35
6 - Remarques pour la suite	40
7 - Quelques repères bibliographiques	45

1 - INTRODUCTION

1.1 -LES RAPPORTS HOMME-NATURE

Ces rapports dépendent des rapports des hommes entre eux. La nature est façonnée par des hommes qui agissent dans des rapports donnés.

L'histoire de Prométhée, dans la mythologie grecque est intéressante. Prométhée est l'initiateur de la première civilisation humaine. Il nous a légué la maîtrise du feu, en la dérobant aux dieux. Il a été puni pour cela par Zeus. Mais il a aidé les hommes contre les dieux en leur donnant le feu et la nourriture. C'est le feu qui permet aux hommes de se préserver de la nature sauvage et de développer la métallurgie. Prométhée fait confiance à une humanité qu'il veut libre mais pas sans risque. Il garde l'espérance. L'homme doit lutter pour ne pas être seulement un animal.

Pendant 500 000 ans jusqu'à l'invention de l'agriculture (6 000 ans avant Jésus Christ) l'homme est chasseur. Puis vient l'agriculture sur brûlis, le recul des forêts, les surpâturages, ...etc. Les sédentaires remplacent les nomades. La maîtrise du feu modifie les conditions de vie. Les débuts de l'agriculture (révolution néolithique) concentrent les gens dans les villages et induisent un nouvel aménagement de l'espace.

Puis dans un long et complexe processus se construisent les fabriques, les mécanismes d'exploitation, le pillage des ressources, la mondialisation...

Du point de vue de l'état de la planète tout montre la gravité actuelle de la situation (les ressources, l'eau, le climat, l'alimentation, l'énergie, l'état des sols, la biodiversité,...). Mais en même temps le développement des connaissances permet, peut permettre, de résoudre les problèmes (épidémies, durée de vie des gens, économie d'énergie, recyclage des matériaux,...).

Cette exploitation du milieu pour le profit va avec l'exploitation des hommes, caractérisée aujourd'hui par la généralisation du système capitaliste et dépend largement d'un type de rapports des hommes entre eux. Le grand thème de la concurrence, le besoin d'exploiter les cerveaux et de mettre la science au service des profits en son des illustrations.

Cette méthode, ce type de fonctionnement, est aussi en crise.

Mais rien n'est fatal. Ce système a des ressources et il sait utiliser les dégâts de son fonctionnement pour accroître son emprise. (Voir la notion de « capitalisme vert » - exemple avec la taxe carbone). Tout dépend des luttes et de la compréhension de la cohérence du système, d'où le besoin de recherche, de théorie et de bataille des idées. Ce sont bien les déséquilibres, les antagonismes de l'ensemble homme-nature et homme-homme qui provoquent une crise générale.

Dès le 24 octobre 1974, lors d'une conférence de presse, M. Giscard d'Estaing l'admettait en sous-entendu : « *le monde est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va et s'il le savait ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe* ».Voilà, on n'y peut rien, ne changeons rien, allons à la catastrophe ! D'où le besoin urgent de changement et d'alternative politique.

Aristote : 384 –322 avant J.C., fait le postulat de l'épigenèse. C'est le sperme qui contient toutes les formes qui peuvent aboutir à l'organisme évolué. Il avait déjà compris ce besoin de synthèse : «*De même, quand on traite d'une partie ou d'un organe quelconque, il faut garder dans l'esprit qu'on ne doit pas seulement faire mention de la matière et voir là le but de la recherche, mais qu'on doit s'attacher à la forme totale ; ainsi considère-t-on une maison tout entière et non pas seulement les briques, le mortier, les bois. Pareillement, dans l'étude de la Nature, c'est la synthèse, la substance intégrale qui importent, et non*

des éléments qui ne se rencontrent pas séparés de ce qui fait leur substance ». » (Aristote – « Traité sur les parties des animaux – traduction de J.-M. Leblond, éd. Aubier-Montaigne, 1945, livre 1, 645 a. pp 119-121).

Il avait aussi compris que l'homme n'était pas un animal comme les autres : « *la cité est au nombre des réalités qui existent naturellement, et [...] L'homme est par nature un animal politique* »...[...] « *Mais que l'homme soit un animal politique à un plus haut degré qu'une abeille quelconque ou tout autre animal vivant à l'état grégaire, cela est évident* ». [...] « *Car c'est la seule caractéristique propre de l'homme par rapport aux autres animaux, d'être le seul à avoir le sentiment du bien et du mal, du juste et de l'injuste, et des autres notions morales, et c'est la communauté de ces sentiments qui engendre famille et cité.* ». (Aristote – « La politique » (330 av. J.C.), traduction de J. Tricot – éd. Vrin, 1970, pp. 28-29).

On peut citer aussi Lucrèce (1^{er} siècle avant J.C.) qui s'interroge sur la notion de début et de fin. « Livré au doute par l'ignorance des causes, l'esprit se demande s'il y a vraiment un commencement, une naissance du monde, s'il doit y avoir une fin, et jusqu'à quand les remparts du monde pourront supporter la fatigue de ce mouvement inquiet ; ou bien, si doués par les dieux d'une existence éternelle, ils pourront prolonger leur course dans l'infini du temps, et braver les forces puissantes de l'éternité ! ». (Lucrèce, « De la nature » - vers 55 avant J.C – traduction d'A. Ernout, collection G. Budé, éd. Les Belles Lettres, 1924, tome II, livre V, pp. 93-94).

Anaximandre de Milet (environ 600 ans avant J.C.) : « il faut sortir l'homme d'un poisson et le faire passer de l'eau sur la terre ».

Dans la Bible (Genèse – chapitre 1 – versets 1 à 28).

Il y a une conception du « commencement ». Dieu créa le ciel et la terre, Dieu dit que la terre verdisse portant semences et arbres fruitiers. L'homme a été investi par Dieu pour être fécond, dominer les poissons, les oiseaux..... les herbes. « *Dieux vit ce qu'il avait fait : cela était très bien* ».

Il y a quelque part la notion de l'homme dominateur et utilisateur d'une nature inépuisable.

En 1492, la fausse découverte de l'Amérique est un moment fort de l'histoire sociale de l'espèce humaine où tous les peuples rentrent en interaction universelle. Exploitation et pillage font rage.

Et on arrive à la fin du 18^{ème} siècle, à « la grande traite des nègres » (on estime que 12 à 15 millions sont déplacés et que 2 millions meurent dans les transports). En 1794, en France, la convention nationale abolit l'esclavage. Le décret est annulé en 1802 par Napoléon Bonaparte. Victor schœlcher, en 1848 fait signer au gouvernement le décret d'abolition le 24 avril. Ce n'est que le 10 mai 2001 que la loi Taubira reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité. (des élus UMP veulent l'abroger !).

Mais dans le monde ce type de rapports esclavagistes existent encore, placé juste derrière le trafic de drogues et d'armes !?

1.2 -LA BATAILLE AUTOUR DU SENS DES MOTS

C'est un aspect des débats ou de la bataille des idées. Les mots ne sont pas neutres et il y a toujours une bataille pour s'en approprier le sens ou utiliser des termes qu'on manipule en fonction d'intérêts particuliers.

L'importance de la terminologie est évidente. Mais elle se construit socialement, d'où l'importance de l'histoire.

Regarder l'utilisation de « gouvernance », « partenaires sociaux », « concurrence », « services publics », etc.

Voici deux exemples de définitions du J.O du 12.04.2009 :

- Développement durable : (« sustainable development » en anglais)

« Politique de développement qui s'efforce de concilier la protection de l'environnement, l'efficacité économique et la justice sociale en vue de répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs ».

nota : le développement durable est une finalité dont la réalisation peut faire l'objet de différentes stratégies.

- Principe de précaution :

« Principe selon lequel l'éventualité d'un dommage susceptible d'affecter l'environnement de manière grave et irréversible appelle, malgré l'absence de certitudes scientifiques sur les risques encourus, la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et l'adoption de mesures provisoires et proportionnées au dommage envisagé ».

nota : la prévention s'applique aux risques avérés.

- Nature est un autre mot utilisé pour désigner de manière banale des systèmes écologiques et des habitats peu altérés par l'homme.
- Dans le domaine de l'écologie (voir dictionnaire de l'écologie et des sciences de l'environnement – Dunod – 2^{ème} édition – 2002, et bien d'autres ouvrages), le professeur F. Ramade, dont on parle trop peu en France, a réalisé une œuvre immense.

En 1977, dans « Options » (revue des Ingénieurs, Cadres, Techniciens de la CGT), il écrivait : « Il est indispensable de disjoindre la crise de l'environnement des problèmes sociaux-économiques et politiques. Le capitalisme n'est pas capable d'apporter un remède en profondeur à cette crise car il est conditionné par la loi du profit ».

Cela reste vrai même si les populations sont loin d'en avoir conscience.

2 - AINSI EST NÉE L'ÉCOLOGIE

2.1 -LE TRAVAIL DES HISTORIENS

Plusieurs historiens ont décrit les étapes qui marquent l'évolution de l'écologie en tant que science. (Egerton 1977 ; Worster 1985 ; Deleage 1991 ; ...) Je cite en particulier Pascal Acot -1988.

Notons qu'aujourd'hui beaucoup de scientifiques veulent qu'on les appelle « écologues » pour se distinguer des écologistes.

Bodenheimer FS (éd. Payot 1955) a écrit un très important précis d'écologie animale. Il explique : « L'écologie est la science qui étudie le réseau reliant chaque organisme à son milieu vivant et inerte. On peut l'appeler avec justesse l'économie de la vie, du fait que le réseau du milieu en collaboration avec les réponses vitales de l'organisme, qui déterminent ses besoins et leur accomplissement, régit le nombre d'individus de chaque espèce, qui peuvent vivre n'importe où et n'importe quand. L'action des facteurs du milieu sur la fécondité et la survie sont l'objet principal de l'auto-écologie. La formation et le maintien de certaines associations d'espèces végétales et animales constituent l'objet de

la synécologie ». Voir l'importance ici de la taxonomie (manière de nommer les organismes) et de l'étude de la biodiversité.

Budenheimer parle aussi du rôle d'Aristote qui dans « l'histoire des animaux » veut recenser les observations et, en même temps avoir une théorie synthétique.

En 1866, Ernst Haeckel (1834-1919) invente le mot écologie. Il se disait disciple de Darwin... mais on verra plus tard qu'il l'avait mal lu.

En 1895, le mot écologie apparaît dans le titre d'un traité de géobotanique de Eugène Warming : « L'économie des plantes ».

Voir texte ci-dessous : article de L. Foulquier
dans la revue ERS – vol.6 – n°3 – p. 219-220 – mai/juin 2007)

ÉCOLOGIE - ENVIRONNEMENT

Dans cette rubrique nous cherchons à préciser le sens des mots de manière à aider à mieux se comprendre. Les exemples concernent des mots voisins qui, dans le langage courant, sont souvent confondus ou utilisés avec des sens différents, ou même des contresens ! C'est le cas pour les deux mots choisis ; mais ces ils ont une autre caractéristique, car ils sont à la fois porteurs d'un contenu scientifique et d'un contenu social, philosophique ou politique qui complexifient la recherche d'une définition « acceptable ».

S'accorder sur le sens de « **écologie** » ou « **environnement** » ne pose pas trop de problème entre spécialistes. Les choix se compliquent lorsqu'il s'agit d'éclairer le public sur la notion que recouvrent ces termes. Comme l'indique M. Gabriel de Broglie, chancelier de l'institut et ancien président de la commission générale de terminologie : « *Toute terminologie incorpore, à part égale, un travail sur la notion à définir, qui n'est pas le moins intéressant, et un travail sur le choix de la dénomination. Cela suppose un équilibre entre les spécialistes du domaine du vocabulaire qui connaissent à la fois les données techniques et l'usage déjà installé si important, et les généralistes qui apportent leur connaissance de la langue et leur intuition linguistique* ».

Il existe dans chaque département ministériel des commissions spécialisées de terminologie et de néologie. C'est au ministère de l'écologie et du développement durable que l'on discute du sens des mots ou expressions liés à l'environnement. « *Œuvrer à l'élaboration d'une terminologie de référence, conforme aux règles de formation des mots de notre langue et la mettre à la disposition des professionnels et du public, telles sont les missions du dispositif d'enrichissement de la langue française mis en place par le décret du 3 juillet 1996* ».

Si on parle de mathématique ou de chimie, c'est bien le contenu scientifique du mot qui va dominer. Si on parle de santé c'est déjà plus complexe. Le concept d'environnement, encore plus global, risque d'être interprété comme un « fourre-tout » ! Ce qui revient à dire que le sens des mots n'est pas neutre et qu'il est logique que le contenu fasse l'objet d'un débat parfois vif.

De plus des contenus peuvent exister avant même que le mot soit inventé (c'est le cas de l'écologie). Par exemple la notion de « biosphère » remonte à Lamarck (1744-1829), mais le mot fut créé par Vernadsky en URSS en 1925 ; cette notion de grande importance correspond à la localisation des zones de la surface de la terre où l'on

trouve l'ensemble des êtres vivants et où la vie est possible. La « biodiversité » représente alors la variété des espèces que l'on rencontre dans cette biosphère. En d'autres termes le sens des éléments à définir change avec le progrès scientifique et technique et les mouvements de la société. Le mot à une histoire.

De tous temps l'homme s'est interrogé sur le type de rapport qu'il entretient avec la nature et avec les autres hommes (chasse, agriculture, peinture,...). Il est confronté à cette question vitale par le travail qui est une manière d'agir sur la nature. (Je ne porte pas ici de jugement de valeur sur le travail lui-même et son impact).

Poser le problème en terme de rapports, de liaisons est déjà un choix. Ne pas décrire les choses en soi mais les rapports des choses entre elles correspond à des innovations en particulier en sciences naturelles.

D'où vient l'écologie ?

Carl Von Linne (1707-1778) a décrit un grand nombre d'espèces animales et végétales avec sa nomenclature binomale. Il s'est intéressé également à la répartition géographique. Lamarck meurt en 1829. C. Darwin (1809-1882) élabore une doctrine évolutionniste des espèces animales et végétales à partir de ses observations. Il publie « l'origine des espèces » en 1859.

C'est Ernst Haeckel (1834-1919) qui invente le mot écologie (science de l'habitat) venant de oïkos = habitat (en grec) en 1866. il la définit ainsi : « *science de l'économie, du mode de vie, des rapports vitaux externes des organismes...* » (1895). Mais la définition retenue sera « *par écologie nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec l'environnement comprenant au sens large toutes les conditions d'existence* ». Il donnera des définitions successives par la suite mais toutes traitent de l'économie de la nature et de l'adaptation des êtres vivants à leur milieu.

Mais le mot apparaîtra plus tard suite aux travaux de Eugen Warming dans son traité de géobotanique générale qui crée une branche originale de la botanique qu'il intitule « l'économie des plantes ». D'ailleurs ce scientifique est considéré comme le créateur d'une discipline scientifique nouvelle qui est l'écologie.

C'est en fait Alexandre de Humboldt (1769-1859) qui est le précurseur des grands concepts de l'écologie en mettant en relation les types de végétaux (biogéographie) et les climats (climatologie). Le problème des relations entre la végétation et la physico-chimie du milieu dans laquelle elle se développe est posée. Humboldt est un naturaliste. « L'essai sur la géographie des plantes » est édité à Paris en 1805.

Roger. Brunet dans la préface du livre de Botting fait les remarques suivantes : Humboldt est un naturaliste « *Il note toujours avec quoi est l'objet qu'il observe et recherche à comprendre le sens de ces liaisons* »... « *s'il fonde une pratique scientifique, ce n'est pas celle de la géographie, c'est celle de l'écologie* ».

C'est un homme libre et un démocrate qui a aimé la révolution française. « *Fort de ses idées sur l'unité et la liberté de la nature dont l'homme est aussi partie, il dit à quel point le racisme est aberrant et indigne* ». Plus tard, Haeckel et les géographes allemands chauvins et réactionnaires feront tout pour qu'on l'oublie. Comme quoi science et idéologie sont parfois difficiles à séparer.

Andréas. F. W. Schimper, professeur de botanique strasbourgeois, marque l'écologie au début du 20^{ème} siècle par ses études sur l'impact de l'environnement sur la physiologie des plantes. C'est effectivement au début du 20^{ème} siècle aux USA et en Europe en particulier, que les travaux se multiplient sur l'étude des groupements des plantes.

Le terme de biocénose date de 1877 (Möbius), celui « d'écosystème » de 1935 (Tansley et Lindemann). Cette notion contient à la fois le milieu de vie (biotope) et les êtres vivants associés à ce milieu.

C'est en 1953 que paraît « Fundamentals of ecology » de Eugène P. Odum qui va jouer un rôle majeur dans la théorie des écosystèmes.

Dans un dictionnaire encyclopédique, le professeur Ramade a tenté avec brio de préciser les notions scientifiques que recouvrent les thèmes liés aux sciences naturelles. Il conserve le sens étymologique de l'écologie comme science de l'habitat : « c'est une science qui traite des relations des êtres vivants, animaux et végétaux entre eux et avec leur environnement. Elle a pour objet l'étude de l'organisation des processus biologiques au niveau des écosystèmes et de la biosphère tout entière. ».

Au centre de la définition se trouve la question des rapports des choses entre elles et non celui de la description des choses.

Par la suite des disciplines scientifiques se spécialisent avec le mot écologie. C'est le cas pour la radio-écologie dont le premier symposium remonte aux USA en 1961 ; elle étudie les processus de transfert et de fixation des radionucléides dans les écosystèmes. Ou encore l'écotoxicologie (terme créé par Truhaus.R en 1974) dont « l'objet scientifique tient à l'étude des polluants dans les écosystèmes y compris ceux – quoique contaminés – dont l'homme est quasiment absent et ceux qui sont les moins marqués par l'action anthropique ». On parle aussi d'écologie fondamentale et d'écologie appliquée.

Cette définition de l'écologie a le mérite de montrer qu'elle ne se confond pas avec « environnement ». L'environnement est ce qui entoure une espèce ou un groupe d'espèces. Le « Petit Larousse » le définit comme « l'ensemble des éléments physiques, chimiques ou biologiques, naturels et artificiels qui entourent un être humain, un animal ou un végétal, une espèce ».

Pourtant les confusions sont possibles et nombreuses. Pour des raisons qui tiennent aussi à l'actualité et à une certaine mode le mot « éco » est présent dans de très nombreuses expressions. Par exemple éco-audit ou éco-bilan pour audit environnemental alors que tout cela concerne l'analyse de cycle de vie. Et bien d'autres mots comme écocertification, écoproduit, écopole, ecotaxe,... au point de ne plus savoir si on parle d'écologie ou d'économie. Par exemple : éco-développement ou éco-gestion !?

Ces confusions peuvent parfois conduire (depuis les années soixante dix) à des formes de résurgence de biologisme social qui confondent les modes de fonctionnement des sociétés animales et humaines.

Ecologique est relatif à l'écologie. L'écologisme est un « courant de pensée » qui concerne certains positionnements sociaux et politiques.

L'écologiste est soit l'un, soit l'autre. Certains scientifiques essaient d'éviter cette confusion en se déclarant « écologue », soit spécialiste de l'écologie, mais laquelle ?

Le dernier livre de N. Hulot est plus un pacte environnemental ou de politique environnementale qu'un pacte écologique. Il est d'ailleurs significatif que dans le glossaire du livre on trouve des définitions de : écoconception, éco parc, écotourisme... mais non celle d'écologie ou d'environnement.

Beaucoup de questions environnementales ne sont pas du domaine strict de l'écologie. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de cloison entre les différentes sciences et que le développement des connaissances dans un secteur intervient dans un autre que l'écologie perd sa spécificité. ! Tout n'est pas la chimie, la physique, la géographie.

Mais on comprend le besoin de rechercher un concept global qui permette d'appréhender les rapports des hommes entre eux et avec leur environnement. C'est ainsi qu'est apparu le concept de développement durable créé par l'alliance mondiale pour la nature en 1980 pour « *désigner une forme de développement qui respecte l'environnement et en fait un usage prudent fondé sur une exploitation rationnelle et modérée de la nature et de ses ressources, afin d'assurer le maintien indéfini de la productivité biologique de la biosphère dans l'intérêt des générations futures* ».

La commission de terminologie a validé en juin 2006 la définition suivante : « *type de développement qui vise à concilier protection de l'environnement, efficience économique et équité sociale, en vue de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité estimée des générations futures de répondre aux leurs* ».

L'écologie demeure une science qui contribue à répondre aux besoins de connaissances pour comprendre le fonctionnement des écosystèmes et aider à résoudre les questions liées aux causes concrètes des dégradations de l'environnement (effet de serre, biodiversité, pollutions, ...) du local au mondial et inversement.

C'est en cela qu'elle est très importante et qu'elle intéresse au plus haut point les populations. En effet, il faut comprendre et disposer de bases scientifiques pour aider à prendre des décisions les plus adéquates possibles vis-à-vis de notre cadre de vie et de l'avenir de l'humanité.

L'écologie ne peut se confondre avec la philosophie ou la politique. Barry Commoner parlait dès 1971, dans « l'encerclement » de crise de l'environnement ; elle est « *le signe qu'une adaptation ténue et complexe par quoi la vie se rattache à tout ce qui l'entoure, a commencé de s'altérer* ». Il ajoute : « *j'espère que la logique même de l'écologie est susceptible de mieux éclairer certains des problèmes et des maux dont souffrent actuellement le monde et tous ceux qui l'habitent* ».

On rentre dans le développement scientifique de l'écologie

Dans « L'écologie pour les nuls » - F. Courchamp – 2009 : l'écologie est bien définie comme une science. L'écologisme est une idéologie. Ce qui change beaucoup de choses. Il y a le plus souvent tromperie.

« L'écologie a certainement pris naissance avec l'ère de la colonisation du monde aux 18^{ème} et 19^{ème} siècle par les grandes puissances maritimes européennes ». Dès 1769 il y a des décrets pour protéger l'île Maurice.

Il fait bien partir l'écologie des travaux et voyages de Von Humbolt (1805) et la géographie des plantes (phytographie), puis les travaux de Darwin et d'Alfred Russel Wallace (vers 1850), et la théorie moderne de l'évolution. De cela est née l'idée de conservation de la nature et une conception scientifique de la protection des écosystèmes.

« La biodiversité » est la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes ».

L'écologie n'est pas « l'écologisme ». Mais si l'écologisme est basé sur l'observation de la nécessité de respecter l'environnement, au besoin en mettant en œuvre des méthodes et des actions pour sa protection, sa préservation ou sa restauration ». Alors, et dans ce sens, écologie et écologisme sont complémentaires.

2.2 -QUELQUES GRANDS NOMS DES SCIENCES NATURELLES

(Ces quelques repères aident à comprendre l'évolution de la science et des idées).

Linné, C.V. (1707-1778)

Il ne pense pas les relations entre le vivant et l'environnement mais travaille surtout la répartition. Il décrit beaucoup et donne des noms et des classifications. Il constate un « système de la nature qui produit la fin que Dieu a voulue » (nomenclature binominale).

Il n'en demeure pas moins que le courant constitutif de l'écologie vient de l'étude des relations entre le milieu et les végétaux et plus généralement la géographie botanique. Petit à petit la providence disparaît et laisse la place aux causes matérielles.

Mais vers la fin de sa carrière, Linné se rend compte que devant la complexité de la variété et du nombre des espèces, il fallait imaginer un autre type de classification.

Lomonossov (1748)

Ce savant russe avait déjà tiré des conclusions évolutionnistes : « *c'est à tort que de nombreuses personnes pensent que tout ce qui est devant nous a été fait par le créateur et n'a pas été changé depuis...* ».

Lamarck Jean Baptiste (1744-1829) – son ouvrage « Philosophie zoologique » date de 1809

Dès 1800, il soutient le transformisme. C'est le premier naturaliste qui va dans ce sens. En 1820, il achève son « histoire naturelle des animaux sans vertèbre »).

Il fait un gros travail de classification au muséum de Paris et note l'importance du milieu dans la transmission des modifications.

Il meurt sans aucun honneur et est enterré dans la fosse commune à Montparnasse !

Humboldt Alexandre (1769-1859)

C'est le promoteur de l'idée de « protection du monument nature ». Il évoque « *l'espèce humaine soumise, bien qu'à un moindre degré que les plantes et les animaux aux circonstances du sol et aux conditions météorologiques... qui échappe plus aisément aux puissances de la nature mais n'en participe pas moins d'une manière essentielle à la vie qui anime notre globe tout entier* ».

D'où le danger de l'expression « Écologie humaine » car l'homme n'est pas qu'une espèce biologique mais le résultat d'un processus culturel. C'est avant tout un être social qui échappe en partie aux déterminations des facteurs de l'environnement. Sinon on entre dans le biologisme qui consiste à intégrer les concepts d'une science naturelle aux sciences sociales et à la politique.

Lyell (1797-1875) « Principles of geology » - London 1830

« La supériorité de l'homme ne dépend pas des facultés et attributs qu'il partage avec les animaux mais de la raison qui l'en distingue ».

C'est lui qui fait apparaître clairement le mot « évolution ». Il dénonce la théorie des catastrophes de Cuvier.

Darwin C. (1809-1882) – Nous célébrons le bi-centenaire de sa naissance.

Notons à ce propos l'importance de l'œuvre du scientifique P. Tort (Livre de l'exposition du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris et « L'effet Darwin, sélection naturelle et naissance de la civilisation » - éd. Seuil – 2008).

C'est lui qui a montré tout le sens et la portée des travaux de Darwin avec ses œuvres maîtresses : « L'origine des espèces » - 1859 et « la filiation de l'homme » - 1871.

Il faut bien voir que C. Darwin est l'auteur de la théorie de l'évolution des espèces à travers le mécanisme de la sélection naturelle. Et que certains ont voulu appliquer à l'homme. Darwin disait le contraire. Il prônait la civilisation et la paix, le rôle des cultures dans l'humanité.

Il a donc été combattu par l'église et par les anti-humanistes parce qu'il disait en fait : pas de fixité, ni de création, mais évolution. Par exemple, Darwin étudiera les principes de Malthus (1799-1834) pour les animaux et les végétaux et pas pour les hommes. Fondamentalement Malthus applique le schéma compétition-élimination aux sociétés humaines. Avec le constat de l'augmentation plus rapide des populations par rapport à la nourriture.

Engels F. – écrit en 1888 à Londres « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande ». (éd. Sociales 1946).

Ce texte fondamental montre qu'il faut bien étudier les choses avant d'en comprendre les processus. Il rend hommage aux travaux de Darwin et expose sa conception de la dialectique.

Marx en 1845 écrit ses fameuses thèses sur Feuerbach dont on peut lire dans le VI^{ème} : « ... *l'être humain n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux* ».

Il faut aussi citer :

Spencer Hébert (1820-1903)

Wallace Alfred Russel (1823-1913)

Huxley Thomas-Henri (1825-1895)

Et tant d'autres.

Cela n'avait pour but qu'à inciter à lire certains livres des naturalistes et écologistes qui ont fait progresser notre connaissance du monde, l'histoire des anciennes espèces (paléontologie), des climats. Lorsqu'on dit « quand les poules auront des dents » ce n'est pas faux car il y a 150 millions d'années les oiseaux, venant des reptiles, avaient des dents.

2.3 -DES APPORTS THÉORIQUES, EN PARTICULIER D'ENGELS ET DE MARX

Je n'ai pris ici que quelques citations afin d'inciter une lecture (relecture) de quelques documents, à mon avis essentiels. (Ce n'est bien sûr qu'un petit échantillonnage, qui mérite d'être complété).

Dès 1873 (environ) Engels veut travailler sur la dialectique dans la nature. Et cela donnera « Dialectique de la nature » qu'il n'a pas terminé. C'est après sa mort (1895) qu'on a édité des manuscrits. (Voir : « Œuvres complètes de F. Engels – éd. Sociale – Paris – 1952).

La lecture de ces textes montre l'importance accordée aux rapports homme-nature. La dialectique est définie comme « la science des connexions ».

... « Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons pas seulement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement ».

....« Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la serre »....

.... « Avec l'homme nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur ascendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire ils ne la font pas, et dans la mesure où ils participent c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, qu'ils font eux-mêmes, consciemment leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance ».

... « Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire sur l'état normal du règne animal ».

En 1845, Engels fait une « étude sur la situation de la classe ouvrière en Angleterre ». Il montre les conséquences du système capitaliste avec la misère, l'insécurité à Manchester et en particulier les concentrations de CO2 dans l'atmosphère (il ne se doutait pas de l'effet de serre !).

En 1846, Marx écrit dans « L'idéologie allemande » :

... « *On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l'on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence* ».

... « *L'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature... Ils contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et en accomplissant ces échanges, en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine* ».

En 1857, Marx travaille les questions de production et de consommation dans une « Introduction à la critique de l'économie politique ». Il explique que l'essor de la production n'est possible dans le capitalisme « *qu'en détruisant en même temps les sources d'où jaillit la richesse : la terre et l'ouvrier* ».

En 1872, dans « L'Anti-Dühring », Marx explore une urbanisation nouvelle. (Dès 1976, le PCF parle « d'écoville »).

En 1875, dans une « lettre à Piotr Lavrov », Engels écrit :

... « *La différence essentielle entre la société humaine et la société animale, est que les animaux au mieux collectent tandis que les hommes produisent. Cette différence unique mais capitale interdit à elle seule de transposer les lois des sociétés animales purement et simplement dans celle des hommes* ».

Vient ici le concept de travail : c'est un processus non biologique mais culturel de rapport à la nature donc une spécificité humaine.

L'écologie est bien une discipline de sciences naturelles qui pose en grand de multiples réflexions sociétales. Mais ce n'est pas « la politique » ni « la philosophie », ni « la science des sciences ».

Lénine (1895-1916) – « Les œuvres » - tome 38 « Science de la logique de Hegel »

... « *Devant l'homme il y a le réseau des phénomènes naturels, l'homme instinctif, le sauvage ne se détache pas de la nature. L'homme conscient s'en détache, les catégories sont les échelons de ce détachement, c'est-à-dire de la connaissance du monde, elles sont des points nodaux dans le réseau qui aide à le connaître et à se l'approprier* ».

Kh. Fataliev – « Le matérialisme dialectique et les sciences de la nature » - éd. Du Progrès – Moscou – 1962

Ce professeur est né en 1914, mort par accident en 1959. il enseignait à l'université de Moscou. Avec la méthode marxiste il travaillait sur les questions de la recherche, le lien entre science et production. Il explique comment les conceptions métaphysiques de la fixité de l'état géologique de la terre, des animaux et des plantes ont été balayés à la fin du XVIIIème siècle (Darwin, Lyell, ...). Il défend les travaux de Mitchourine qui « confirme ceux de Marx et Engels ».

I. Andreïev et al. « Problèmes fondamentaux du matérialisme dialectique » - éd. De Moscou – 1967 – 454 p.

« *La révolution scientifique et technique en cours marque un renforcement sans précédent du pouvoir de l'homme sur les forces de la nature* ».

Et cela confirme le caractère dialectique de tous les processus de la nature et l'importance de la méthodologie marxiste.

« *La nature entière se présente à nous comme un ensemble intégral et multiforme de phénomènes infiniment complexes reliés entre eux* ».

« Une seule science ne saurait embrasser l'extrême foisonnement des liens qui unissent le monde ».

« Dans une société de classe, cette nécessité connue des lois de la nature est mise au service des intérêts des classes possédantes qui en tirent un accroissement de leurs richesses ».

il y a besoin de voir ici la corrélation entre liberté et nécessité et le besoin de connaître les lois objectives du monde. « La réalité c'est le monde environnant dans toute sa diversité ».

On peut lire aussi le livre de André Richel : « Contribution à l'étude du développement humain » (Problèmes – éd. Sociales – 149 p. – 1969) : « l'homme est le reflet de la nature telle qu'elle existe et de la société dans laquelle il vit ».

Marie-Hélène Lavallard : « La philosophie marxiste » (Comprendre – éd. Sociales 1982 – 183 p.) explique que le « mode de production forme la base économique de la société. La production est une réalité double : d'une part elle est un rapport des hommes à la nature, une transformation de la nature... ». Mais cela n'est possible que parce qu'il existe des rapports des hommes entre eux. « Ainsi le mode de production ne peut être envisagé uniquement du point de vue des moyens techniques mis en œuvre ».

« L'objet du travail est ce sur quoi s'exerce l'activité transformatrice, comme par exemple la terre que l'on cultive, les gisements dont on extrait la houille ou le fer, l'uranium ou le pétrole ».

La question du travail est centrale dans le rapport homme-nature. D'où l'importance de ne pas laisser ce champ d'études aux autres. Les idéologues de Sarkozy l'ont bien compris : « travailler plus pour gagner plus » !?

Ces rappels ne sont là que pour montrer que, en tenant compte des avancées scientifiques et de l'actualité, nous ne manquons pas d'outils théoriques non seulement pour comprendre les causes de l'exploitation de la nature mais pour proposer une (des) réponses globale(s) qui permettent de changer radicalement le mode de (sous) développement et de consommation actuels.

Ce travail théorique et pratique est devant nous.

3 - L'ÉCOLOGIE, LA SCIENCE, LA SOCIÉTÉ

Ce paragraphe n'est ici que pour mémoire et devrait faire l'objet d'une revue détaillée des principaux auteurs et ouvrages du 20^{ème} siècle.

3.1 - QUELQUES GRANDES ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES.

Je n'ai noté que quelques dates et notions qui me semblent essentielles pour mesurer les progrès de l'écologie.

1905 – F.E. Clément écrit « Research Method in ecology ». Cela montre l'importance des débuts de l'écologie aux USA. Ses travaux eurent une grande portée. De plus en plus on rapproche mieux l'animal du végétal, dans une communauté biotique. Tout cela est récent, environ un siècle !

1913 – Jossas Braun-Lanquet propose la notion d'association végétale. Ses travaux à Montpellier seront poursuivis par le professeur Molinier et par son fils. (J'ai eu le plaisir et l'honneur d'être leur élève pendant mes études à Marseille. J'ai d'ailleurs conservé tous leurs cours).

- 1921 – Dans la revue « Ecology », il y a un article sur « les relations écologiques des Eskimos ». C'est peut être le début d'une conception juste de l'écologie et des humains.
- 1926 – W. Vernadsky (Diderot éd. 1997) : cet ukrainien dont la vie est passionnante invente le terme de « biosphère ». Cette notion déjà envisagée par Lamarck qui peut se définir comme « la région de la planète dans laquelle la vie est possible en permanence et qui renferme l'ensemble des êtres vivants ». (voir F. Ramade).
- 1935 – A. G. Tansley crée le concept « d'écosystème » : c'est la prise en compte ensemble dans une communauté des facteurs abiotiques et biotiques (exemple : lacs forêts déserts,...).
- 25 02 1950 – 1ère réunion importante d'écologie sur l'initiative du CNRS (Centre National de Recherche Scientifique).
- 1953 – P. Odum publie « fundamental of ecology » ; ce sera le premier livre de base de tout étudiant.
- 1955 – première conférence mondiale contre les bombes atomiques au Japon.
- 1956 – grande conférence à Genève sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. C'est aussi l'année, avec 1963, des explosions des essais nucléaires les plus nombreux et les plus forts.
- 1959 (novembre - décembre) « Recherches Internationales » édite un numéro spécial, à la lumière du marxisme (n°16) : « Explosions nucléaires et retombées radioactives ». On trouve des articles sur les retombées, les mesures, des discussions sur les effets biologiques des rayonnements ionisants.

Ce sont les experts scientifiques qui en 1958 à l'ONU demandent l'arrêt des essais et Frédéric Joliot-Curie intervient très fortement et anime « la campagne mondiale contre le péril atomique ». Dès 1949, il y avait eu « l'appel du mouvement de la paix et le 19 mars 1950 celui de Stockholm (9 000 scientifiques s'engagent avec le fameux texte du biochimiste américain Linus Pauling contre les essais nucléaires).

On note aussi l'appel de Russel-Einstein de 1955 et la conférence de Pug Wash en Nouvelle Écosse en juillet 1957, et en Autriche en 1958 contre la course aux armements.

On voit à quel point des scientifiques qui connaissaient bien le sujet s'étaient massivement engagés dans le domaine social et politique. Ils voulaient que leurs connaissances soient mises au service d'une conception progressiste de l'humanité.

C'est pendant cette période d'intenses « retombées atmosphériques » venant des essais nucléaires que s'est développée la radioécologie en France à la fin des années cinquante. Dès cette date, à Saclay, La Hague et Cadarache sont créés des laboratoires au Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), en particulier sous l'impulsion du Docteur H. Jamet, pour étudier la radioactivité en France et les mécanismes de transferts des radioéléments dans les écosystèmes. (J'ai été embauché en septembre 1963 au CEA pour constituer un laboratoire de radioécologie des eaux continentales).

Cela pour montrer, entre autre, que, en 1986, (accident de Tchernobyl) nous disposions de beaucoup de données et d'études scientifiques permettant de comprendre et de prévoir la diffusion des polluants radioactifs.

On est loin du « on ne savait rien » ! D'ailleurs il en est de même en écologie. Les premiers 3^{ème} cycle universitaire, datent de 1960-1961 à l'université St Charles de Marseille sous l'impulsion du professeur Abeloss et à la faculté d'Orsay où on retrouvera F. Ramade.

En 1962-1963, nous étions 7 étudiants en 3^{ème} cycle écologie à Marseille !

3.2 -DE LA PROTECTION DE LA NATURE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

En 1908, Théodore Roosevelt donne une conférence sur la conservation des ressources naturelles. « Nous nous sommes enrichis de l'utilisation prodigue de nos ressources naturelles et nous avons de justes raisons d'être fier de nos progrès. Mais le temps est venu d'envisager sérieusement ce qui arrivera quand nos forêts ne seront plus, quand le charbon, le fer et le pétrole seront épuisés, quand le sol aura encore été appauvri et lessivé vers les fleuves, polluant leurs eaux, dénudant les champs et faisant obstacle à la navigation ». Ces questions sont d'une actualité brûlante !

Il y a eu une première réserve naturelle en 1853 dans la forêt de Fontainebleau. Mais c'est surtout la création du parc de « Yellow Stone » aux USA en 1870 qui est marquante. Le parc de La Vanoise est créé en France en 1963.

Deux livres importants sont à retenir ;

J. Dorst = « Avant que nature ne meure » (Delachaux et Niesle – 1965).

C'est une importante réflexion sur la situation de la nature, la perte des forêts, la disparition d'espèces (exemple : pigeons migrateurs, bisons).

Il dit que les équilibres naturels sont partout compromis. Il explique que l'homme n'a pas de facteur limitant en raison de son intelligence et se trouve ainsi d'une infinie souplesse écologique. Il reconnaît que la sous-alimentation de certains n'est pas due à l'excès de population mais à l'état d'organisation politique et sociale.

Il est préoccupé par la démographie « *les guerres à mobile idéologique pourraient être une des formes appliquées à notre espèce* ». Pour lui le responsable c'est l'homme vu comme une espèce et pas plus. « *L'homme, toute question spirituelle mise à part, n'est qu'une espèce parmi beaucoup d'autres avec lesquelles il forme une communauté vivante régie par des lois, mais qu'aucun de ses éléments n'a le droit de transgresser* ».

Il a le grand mérite de montrer le besoin d'écologie pour comprendre l'évolution des milieux et ses mécanismes.

R. Carson – « Le printemps silencieux » - 1968

C'est un bilan des menaces terribles qui pèsent sur l'environnement en particulier les pollutions chimiques. « Nous avons à résoudre un problème de coexistence avec les autres créatures peuplant notre planète ».

Cette alerte a marqué profondément et à juste titre les consciences, malgré un certain naturalisme et conservatisme.

Dans le même temps, R. Nixon délivre son message sur « L'état de l'Union » aux USA (22.01.1970) : « *nous imaginons encore que l'air est gratuit... Le prix de la lutte contre la pollution est élevé... Nous avons contracté envers la nature une dette qu'il nous faut payer maintenant* ». Le but est de faire peur aux gens, de les rendre responsables, de les culpabiliser afin qu'ils payent les dégâts du système. Noter avec quelle constance les idéologues du capital travaillent les idées, donc les consciences. Il faut assumer les frais imposés par l'élimination des déchets, etc. dans cette phrase il y a déjà le principe « pollueur-payeur » qui s'adresse à nous tous. Et cela est devenu un principe cher à la droite, aux sociaux-libéraux qui incluent pour l'essentiel les « Verts ».

Si le mouvement révolutionnaire a souvent eu le tort de considérer que la protection de la nature n'était pas prioritaire et qu'on s'occuperait sérieusement de cette question, qu'on pourrait la résoudre après le changement de système. Aujourd'hui le mouvement « vert » s'imagine qu'on peut résoudre les questions de protection de la

nature indépendamment du système ou mieux avec le système capitaliste. N'est-ce pas la même erreur dogmatique ?

Le problème est que les Vietnamiens paient encore le désastre de la guerre chimique provoqué par l'épandage en masse de l'agent orange (2.4 D et 2.4.5 T). Pourtant les 12-14 décembre 1970, à la faculté d'Orsay, les scientifiques donnaient l'alarme. Le prix Nobel Hodgkin parle d'un immense désastre humain et écologique. Qui s'en préoccupe aujourd'hui ? Qui était responsable ?

G.Massard-Guilbaud, dans un article intitulé « Quelle histoire pour l'environnement » marque les débuts aux USA, en 1970. (In : Responsabilités et environnement- Annales des Mines n° 48 – p. 30-36 – octobre 2007).

Cet article définit cette histoire comme celle des relations entre l'homme et la nature.

L'historien français Leroy-Ladurie écrit une histoire du climat et s'intéresse à son impact sur les sociétés humaines (1973 et 2004).

Ces quelques notes de lecture (voir aussi les écrits de Donald Worster : « Nature's economy - A history of ecological ideas » - 1977) montrent bien qu'il n'y a pas d'environnement sans l'homme et que le mouvement de protection de la nature est un des éléments à la racine de l'histoire de la protection de l'environnement.

E. Maffre-Bauge - « Face à l'Europe des impasses » (éd. Privat 1979 – 220 p.) a marqué à sa façon le combat humaniste. : « Notre planète entre dans une période fragile où ses réserves s'épuisent, où sa démographie se multiplie au carré, où le fossé des nantis et des pauvres s'approfondit vertigineusement ». « Vivre au pays est un besoin, une revendication essentielle.

Notons encore quelques dates clefs qui nous conduisent au concept de développement durable.

Le 2^{ème} rapport du Club de Rome « Stratégie pour demain » sortira en 1974. En 1972 s'est tenu le premier sommet des Nations Unies à Stockholm qui traite de l'environnement.

(Notons au passage l'importance de l'édition « collection écologie » pendant cette période – rien que chez Fayard éd on peut lire : « L'abondance dévastatrice » de F. Fraser [1971] ; « Changer ou disparaître » de E. Goldsmith et col. [1972] ; « Population, ressources, environnement » de P. et A. Erlich [1972] ; « Les dieux de l'écologie » de T. Dubos [1973].

1987 - Publication du rapport Bruntland : « Notre avenir à tous ». Cette année là on adopte le principe de protection des mers du nord.

1992 - Sommet de la terre des états à Rio (Brésil) avec un sommet particulier des ONG. On y parle beaucoup de climat et de biodiversité.

C'est l'année de « l'appel de Heidelberg » aux chefs d'état et de gouvernement qui est signé par 425 scientifiques à la clôture de la conférence de Rio : «... Nous mettons en garde les autorités responsables du destin de notre planète contre toute décision qui s'appuierait sur des arguments pseudo-scientifiques ou sur des données fausses ou inappropriées ». Les exemples ne manquent pas hélas !

C'est également l'année du « traité de Maastricht ». On voit apparaître le principe de précaution.

1968 - Fondation du Club de Rome. Il se fixe comme objectif :... » Le procès de la croissance anarchique, du gaspillage, de l'injustice... ».

- 1970 – importance des pluies acides en Allemagne et Tchécoslovaquie, et prise de conscience de l'importance des pollutions atmosphériques.
- 1972 – Publication du livre « Halte à la croissance », Avec l'enquête de J. Delaunay sur le Club de Rome et le « rapport sur les limites de la croissance établi par le MIT (Massachusetts Institut of Technolgy). Ce travail avait été commandé par le Club de Rome. L'italien Aurélio Pecci, qui appartient au monde international des affaires joue le rôle déterminant dans ce projet. Cette équipe avec des noms prestigieux (dont cinq français) a fait un énorme travail. Ces documents ont marqué le débat idéologique, politique et les décisions à venir. Il serait intéressant de reprendre aujourd'hui ces travaux (soutenus par la fondation Volkswagen) pour refaire un bilan critique de leurs contenus et de nos réactions. N'oublions pas le contexte de « guerre froide » de l'époque et l'importante bataille sur la notion de crise.

Parlant des « dilemmes de l'humanité », le texte du MIT disait : « *nous ne pouvons percevoir les symptômes du profond malaise de la société qu'un à un... Nous sommes impuissants à diagnostiquer leurs causes fondamentales. Et donc, nous sommes incapables d'imaginer les réponses appropriées* ».

Et nous, nous affirmons que la crise générale dans laquelle nous vivons est due au système capitaliste !

- 1993 – Publications régulières de la Commission du Développement Durable de l'ONU
- 1995 – Loi Barnier sur la protection de la nature et rédaction d'un code de l'environnement.
- 1997 – Sommet « planète terre » à New York et mise en œuvre de « l'agenda 21 » avec 2500 recommandations pour le développement durable.
- 1998 – Des liens plus forts se tissent entre Environnement et Santé publique et ce jusqu'à la cour de justice européenne.
- 2000 – Conseil européen à Nice et résolution adoptée sur le principe de précaution.
- 2002 – Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. Le mot environnement a disparu !
- 2004 – Édition de « la charte de l'environnement » voulue par J. Chirac et son article 5 qui provoque débats et controverses ; cet article inscrit le principe de précaution dans la constitution. Il implique de faire au mieux, d'avoir de la rigueur dans les procédures, d'analyser les risques et de les comparer, de développer la recherche.

Mais il reste à voir comment cela se réalise et s'applique dans la pratique ? On sait dans quelle situation se trouve la recherche ! Certains craignent que ce principe se transforme en inaction, en frein au développement scientifique, ..etc. C'est un grand débat d'actualité, par exemple autour des OGM ou la question de l'eau potable. Voici ce que disent des professionnels de santé sur le net : « *Eau du robinet et cancer : enquête sur la polémique : David Servan-Schreber s'est allié au Fonds Mondial pour la Nature (WWF) pour lancer une campagne contre l'eau du robinet au nom du principe de précaution. Au plus grand profit de Danone et de Coca-cola, partenaires privilégiés du WWF. Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'écologie - 13 08 09* ».

Encore faut-il informer et ne pas confondre danger et risque. Le danger est ce qui menace ou compromet la sûreté, l'existence d'une personne ou d'une chose. Le risque est un danger éventuel plus ou moins prévisible (un aléa est un événement imprévisible).

Le risque peut être avéré : par exemple la possibilité d'un accident dans un tunnel. Alors on prend des mesures de prévention et des décisions qui vont dans ce sens. Le

risque peut être potentiel, plausible ou pas ? (Exemples OGM, nanomatériaux, etc..). Dans ce cas on réfléchit à la précaution par des actions appropriées, ce qui ne signifie pas ou pas toujours « arrêter » ou « non à ». Le plus souvent cette précaution implique d'augmenter significativement les travaux de recherche. Y compris des travaux sur la société et sa perception des risques. En effet des risques avérés ne sont pas perçus ou mal (exemple : cancer du tabac, guerre pour le pétrole...) et d'autres risques simplement potentiels sont surévalués (exemple : antennes relais, fonctionnement du nucléaire civil, cancers de la thyroïde).

Est-ce que cette question de la perception est sans rapport avec la crise de la politique ? (Exemple : « pas chez moi, chez les autres », « tous pourris », « l'homme est fondamentalement mauvais »,...) et la perception de la responsabilité du système capitaliste dans la dégradation des conditions de vie de nombreuses personnes et de l'environnement le plus souvent de ces mêmes personnes ?

Ceci dit le contenu de la charte de l'environnement dans ses articles sur les notions de développement durable, écologie humaniste, ressources, milieux, équilibres, prévention, responsabilité et répartition des dommages, précaution, information, éducation,.. mérite toute notre attention dans la réflexion, les luttes et le concret de la vie des gens.

Ce chapitre un peu schématique devrait nous inciter à une lecture plus attentive et plus critique des travaux en cours sur l'écologie et des idées développées dans la bataille politique et idéologique. Ce peut être une suggestion pour le contenu de l'Humanité ?

4 - ÉCOLOGIE – ÉCOLOGISME

Je persiste à penser que c'est une question clef aujourd'hui. (On l'a vu au moment des élections européennes et cela va continuer pour les régionales). Je pense que nous avons perdu des acquis ! Ici encore on ne donnera que quelques indications.

4.1 -BATAILLE POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DES ANNÉES SOIXANTE ET SOIXANTE-DIX.

P. Acot, F. Ramade et bien d'autres avaient mesuré l'enjeu de cette question. On pouvait en dégager quelques idées essentielles.

La dégradation des écosystèmes et les catastrophes sont vécues comme des fatalités inhérentes aux « hommes », de même que les fluctuations de la bourse viennent de l'appât du gain ! Et pourtant la science, de nombreux travaux d'économistes montrent que ce n'est pas le cas. Mais les médias dans le système où nous sommes jouent leur rôle ! Comme s'il y avait un ordre naturel sacré (défendu par certains écologistes) dont devrait s'inspirer la société pour s'organiser, ! Ou alors on met la nature d'un côté et les sociétés humaines qui ne font que violer les lois de la nature de l'autre dans une contradiction insoluble ! Or nous savons que tout cela est faux. Car ce qui est la singularité des humains est le résultat d'un processus d'utilisation et de transformation de la nature induite par l'activité humaine.

En 2001, F. Ramade éprouve le besoin de revenir sur ces questions de fond (« Cahiers rationalistes » n° 551 – mars avril 2001 – 15 pages).

«... L'émergence de l'écologisme, dont les prémices remontent aux États-Unis au début des années 60, est liée à la prise de conscience par certains groupes informels que dans les pays réputés démocratiques, les partis politiques « traditionnels » se sont avérés incapables d'intégrer la dimension environnementale propre aux activités de la civilisation technologique moderne. Celle-ci représente, au travers de multiples dysfonctionnements, une entrave considérable aux vrais progrès humains. »

« ... Il existe donc un réel problème de prise en compte de l'environnement par les politiques ; nous verrons plus loin à qui doit revenir la tâche d'alerter les pouvoirs publics sur ces questions.

« La place très spécifique des « Verts » parmi les autres courants de pensée des pays occidentaux tient en que qu'à la différence de toutes les autres idéologies politiques, la leur prétend authentifier la rationalité de sa démarche en lui donnant d'emblée une caution scientifique particulière, celle de l'écologie – d'où l'usage de ce terme pour désigner leur doctrine, ou du terme « écologie politique ».

Il y a là une singularité à tout le moins susceptible de surprendre au plan sémantique tout chercheur en écologie –car celle-ci est une science faisant partie du grand ensemble des sciences biologiques – ou même tout scientifique et a fortiori tout épistémologiste. Après tout, oserait-on parler de « physique politiques » ou de « chimie politique » ?

Ce mélange des genres, qui atteint son paroxysme avec les « Verts » français ou les « Grünen » allemands, a conduit à une confusion permanente entre science écologique et action politique, voir philosophie, dans l'esprit non seulement du profane, mais aussi dans celui de certains journalistes qui sont supposés informer les citoyens, et, plus grave, dans celui des décideurs.... ».

« L'écologie appliquée, loin d'être une idéologie, apporte donc à la société et aux élus qui la représentent un fondement scientifique de données et d'explications permettant d'évaluer l'impact de l'homme sur la biosphère ».

« ... La résolution des problèmes d'environnement est vitale pour l'avenir de la civilisation humaine : loin d'être une question d'idéologie c'est une évidence que les écologues ont pour devoir de rappeler et que tous les gouvernements devraient intégrer ».

« ... En témoigne l'amalgame fâcheux entre écologie et mouvement antinucléaire, alors que tous les travaux de recherche écotoxicologiques et épidémiologique ont démontré, et depuis longtemps, que la production d'électricité nucléaire est celle qui présente le plus faible impact sur l'environnement et les moindres risques pour la santé publique loin devant l'usage du charbon ou du pétrole pour produire des kilowatts ! Que dire de l'incroyable contradiction entre la position des mouvements « verts » qui demande l'arrêt du nucléaire – qui ne rejette pas de dioxyde de carbone – et en même temps demandent avec la plus grande énergie l'établissement d'écotaxes sur les émissions de dioxyde de carbone générées par les centrales électriques thermiques ? ».

Dès 1970, la bataille est lancée sur l'idée de « freinage écologique », de la baisse de la croissance, de la responsabilité des hommes... il est intéressant de relire les textes de « L'humanité » de l'époque. C'est elle qui rend public (1972) le fameux rapport de Sicco Mansholt, président de la Commission Européenne, qui est un véritable projet de croissance zéro. Nous avons vu ce que disait Nixon en 1970 et Pompidou ajoutait : « Il faut que la nature soit à la portée de tous. La question à mon sens n'est ni économique, ni politique, ni sociale, elle est morale et métaphysique ». Le Club de Rome publie « Halte à la croissance ».

Le parti disait dans l'Huma du 02.05.1972 que Mansholt veut aiguiller les salariés sur des objectifs seconds tels que la décroissance ou le nombre d'automobiles... Mais il ajoutait : « Objectifs seconds et non secondaires que le mouvement ouvrier et démocratique ne

dédaigne pas même s'il vise ailleurs en priorité ». Visiblement la réponse n'était pas à la hauteur de l'enjeu.

C'est le début d'une conception « ni gauche, ni droite », l'écologie « est au-dessus de tout ça ». De Dumont à Cohn-Bendit c'est une constante : au nom de « l'écologie » on peut s'allier avec tout le monde y compris Borloo !

En 1971 d'ailleurs on retrouvait cela dans les textes de la CFDT (« Pour un socialisme démocratique ») : L'écologie permet de présenter une vision du monde qui s'oppose à la fois au capitalisme, en apparence, et au marxisme et au PCF, en réalité. Cette manière d'opposer mécaniquement le qualitatif et le quantitatif, de rejeter « le matérialisme » et la consommation, de condamner la culture de croissance d'après-guerre (qui a été grosso-modo favorable aux salariés), de confondre productivisme et production, n'est-elle pas une « méthode » pour masquer les enjeux de classe et brouiller le combat idéologique entre idées de gauche et de droite ? (manière d'attaquer l'héritage gaulliste et communiste et le programme du Conseil National de la Résistance). D'ailleurs cela se voit dans le pire électoralisme des « mouvements verts » jusqu'à aujourd'hui avec des alliances variables pourvu qu'on ait des élu(e)s.

Au bout du compte le bilan est là : c'est la gauche qui perd et la droite qui gagne !

1971, G. Marchais intervient fortement dans un article intitulé « la société française en crise : crise de civilisation ? Non, crise d'un système » :

« ... La bourgeoisie crie au « désordre », au « chaos ». Et elle s'interroge : « d'où vient cette passion contagieuse du chaos ? demande par exemple le journal financier « la vie française » ?... Et bien c'est que nous sommes sans doute confrontés à un problème de civilisation. L'Occident, américain ou européen, semble parvenu à une phase de déliquescence, qui s'apparente au déclin de l'empire romain ».

« Ce leitmotiv de la « crise de civilisation » qui avait été lancé au lendemain du grand mouvement populaire de mai 1968, n'est en fait qu'un alibi pour la grande bourgeoisie. Elle omet, en effet, de rappeler que cet Occident « qui semble parvenu à une phase de déliquescence » c'est l'Occident capitaliste... Or, c'est là le fond du problème ».

Malheureusement ce texte d'une grande portée ne traite pas des questions de l'écologie et de l'environnement comme le souhaitaient de nombreux camarades membres de la Commission ITC (Ingénieurs, Techniciens et Cadres) animée par R. Le Guen (membre du bureau politique).

La phrase « ... M. Poujade appelle à la lutte contre la pollution et les jeunes constatent que son gouvernement présente comme un exploit de la France l'expérimentation de la bombe nucléaire », était totalement insuffisante. Pourtant J. J. Servan-Schreiber disait « si les pollueurs doivent être les payeurs tout le monde devra y mettre de sa poche ». La bourgeoisie avait bien mesuré les dangers de son fonctionnement et commençait à instiller l'idée de « tous responsables ». C'est ce qu'on retrouve aujourd'hui avec la taxe carbone.

Ph. St Marc représente bien ce faux humanisme qui prétend sauvegarder la nature sans toucher au système économique et politique. Et il croyait s'en tirer par démagogie « seuls les poètes peuvent changer le monde », mais la poésie peut aussi y contribuer. Dans son ouvrage « Socialisation de la nature » (Stock 1971), il met en cause l'idéologie du profit mais parle de crise de civilisation.

Il oppose le quantitatif et le qualitatif. « Seule une discipline collective peut permettre l'emploi optimum de l'espace naturel pour le bien commun. Mais c'est mettre en cause la toute puissance des trois moteurs du libéralisme économique : la propriété privée, le profit

et le laisser faire ». Mais aussi « plus encore qu'une volonté politique la socialisation de la nature est avant tout un impératif moral ».

« L'aliénation écologique est plus pénible que l'aliénation industrielle ». « Si les Français veulent protéger la nature il faut qu'ils en payent le prix ».

Donc il faut arrêter l'augmentation des biens matériels, mettre en cause le progrès et l'indépendance nationale

En 1978, il écrivait encore. « Progrès ou déclin de l'humanité. Vers quel type d'humanité souhaitons-nous se diriger ? La contestation du milieu de vie sera plus révolutionnaire que celle du niveau de vie ».

Peut être avons-nous eu tort de ne pas intégrer les deux comme révolutionnaires ? (Le livre de Guy Biolat « Marxisme et Environnement » publié aux Éditions Sociales, comporte ce défaut).

La sortie aux USA, en 1971, du livre « Closing Circle » de B. Commoner » (L'encerclement, traduit en français en 1972) est un événement exceptionnel dans la mesure où c'est un écologiste de haut niveau, non marxiste, qui attaque avec force le capitalisme.

On peut lire page 291 de l'édition française : « *La compréhension des causes de la crise de l'environnement fait mieux ressortir la nécessité de transformations sociales qui pourraient à leur tour impliquer, dans leur développement le plus large, la solution de cette crise* ».

Page 293 : « *Il me paraît cependant que la crise de l'environnement et la banqueroute générale qu'elle laisse prévoir devraient nous contraindre à renoncer à certains luxes – et ce serait avant tout le luxe de la politique du profit – ce luxe qui fait qu'un très petit nombre de citoyens peut bénéficier d'une part disproportionnée de la richesse nationale, le luxe des privilégiés qui se refusent à informer la masse de leurs concitoyens... et qui frappe d'anathème toute remise en question des valeurs économiques établies... et de noyer les problèmes dans les marécages des propagandes et des intérêts personnels* ».

Page 296 : « *La crise n'est nullement la conséquence des caractéristiques biologiques de l'homme... mais bien de ses activités sociales qui sont susceptibles d'être transformées de façon beaucoup plus prompte* ».

C'est un journaliste antinucléaire de « Hara-Kiri » qui fait publier en 1972 un magazine « écologiste » : « La Gueule ouverte » qui annonce la fin du monde. Un peu plus tard « Le Nouvel Observateur » lance la revue « Le Sauvage ».

C'est à ce moment-là qu'on retrouve toute une série de noms d'associations et de groupes qui cherchent dans l'écologie un parcours politique. Citons B. de Jouvenel avec l'association futuriste, des membres du Club de Rome : J. Delors, R. Dumont, B. Lalonde, A. Waechter, S. Fernex (Verts), (voir les législatives de 1973), ph. Lebreton, directeur d'une importante association (FRAPNA), A. Tourraine, S. Moscovici. Et ainsi on aboutit à la coordination « écologie 78 » et la liste « Europe Écologie » de 1979. (Voir à ce propos le texte de F. Grenier aux éditions Albin d'août 1999 : « l'écologisme en France ». on y retrouve tous (presque) les arguments d'aujourd'hui contre la société industrielle, le productivisme, les gaspillages, les centrales nucléaires, l'apiculture intensive,...

Plus tard B. Lalonde, après avoir soutenu F. Mitterrand pour être ministre, fondera « Génération Écologie » avec N. Mamère, C. Lepage, M.N. Lieneman, Konopnicki (qui avait quitté le parti)... et J. L. Borloo. C'est l'exemple type des opportunistes électoralistes qui se casent chez les « verts », ce qui continue avec l'exemple actuel de J. Bové.

Mais la revue « Le Sauvage » a atteint des sommets dans le sectarisme et le dogmatisme. Regarder cet article de Michel Bosquet dans le n°20 d'avril 1975. il s'intitule « de l'électronucléaire à l'électrofascisme », rien que ça. Sous un « air » de gauche, en essayant de s'approprier K. Marx, on attaque le monopôle d'EDF. « *La domination du capital et l'impossibilité du pouvoir ouvrier sont inscrits dans l'organigramme des usines. Leur nationalisation n'y changera rien* ». C'est l'attaque en règle contre le *centralisme technologique et géographique*, pour « *la croissance énergétique zéro* »..etc. « *Il en résulte que la substitution de l'électronucléaire au pétrole entraînera une baisse du niveau de vie* ».

Il y aurait un bêtisier à écrire... Mais quand on lit à propos des technologies légères comme le solaire (qui ne sont pas si légères que cela !) qu'elles sont intéressantes car maîtrisables même par des individus et *qu' « aucune forme, aucune banque, aucun organisme d'état ne pourraient monopoliser ces technologies »*, on devrait être certain que la pratique actuelle dément ces stupides affirmations ? Et pourtant « le mouvement écolo » persiste et signe ! Avec pour seul outil de « propa » : « *Refuser le programme nucléaire c'est refuser la logique du capitalisme et le pouvoir de son état* ». Avec de tels arguments ce pouvoir et cette logique se portent bien.

Un mot sur le numéro 43 du « Sauvage » du 1^{er} juillet 1977, qui a joué un rôle important dans les rapports « écologie » et Verts. Il veut répondre à la question : « Qu'est-ce que l'écologie politique ? ». C'était après des succès des « écologistes » aux municipales. La grenouille gonflait avec les ambitions (ce qu'on retrouve aujourd'hui après les Européennes)

Alors on attaque les politiques ». (L'idée de tous dans le même sac, forme plus élégante de la bande des quatre de Le Pen). Il faut arrêter le gâchis de la société industrielle (pas de la société capitaliste !), le nucléaire (on ne dit rien sur le militaire !), fustiger le soi-disant progrès (attaques sournoises contre le besoin de connaissances) ; il faut briser les reins des bureaucrates (les patrons n'ont rien à craindre !) et tout à l'avenant. « *Les écologistes sont le dernier recours avant la catastrophe et le désespoir* » (Merci mon dieu !). « *L'écologie prend la succession du socialisme* ». (Comment appelle-t-on une telle théorie ? « Lyssenko » n'est pas loin !).

Ce mouvement hétéroclite et petit bourgeois veut se couper des souvenirs des grands mouvements ouvriers. Et pourtant même A. Touraine doit rappeler que le mouvement ouvrier proposait un autre type de relations avec l'environnement et notait que les grands mouvements du passé sont porteurs d'enjeux culturels. Il ne reste en fait qu'à attaquer la gauche en général (pour mieux soutenir le PS ensuite... à bon entendeur salut) avec comme fer de lance cette belle équation scientifique : centrale nucléaire = centralisme techno-fascisme de droite et de gauche ! On a vu ce que sont devenus B. Lalonde et Cohn-Bendit !

Cette terrible mascarade ronge encore aujourd'hui la perspective d'une alternative réelle sur le plan social, sur le cadre de vie, sur la protection de l'environnement et sur la recherche en écologie. A moins de tomber dans le fatalisme de J. M. Pelt (1977) : « *L'écologie et l'économie parlent le même langage. L'une et l'autre sont soumises au déterminisme rigoureux de tous les phénomènes vivants* ».

Pendant ce temps les campagnes anti-sciences et obscurantistes se poursuivent au point de voir augmenter les crédits aux USA pour l'astrologie et d'enseigner le « créationnisme » dans les écoles !

Un sondage de l'Humanité de février 1972 sur 1714 personnes indiquait ceci : « *Pensez-vous qu'à cause de la pollution, les progrès techniques et industriels vont créer plus d'inconvénients que d'avantages ou qu'ils créeront toujours plus d'avantages que*

d'inconvénients ? » = 48% plus d'inconvénients ; 23% plus d'avantages, 12% autant l'un que l'autre.

En 1993, notre camarade Sylvie Mayer écrit un texte intitulé « Radiographie de l'écologie politique » et s'interroge sur l'électorat vert à partir d'un sondage BVA de mars 1992. « Ce sont en premier lieu d'anciens électeurs socialistes qui ont choisi les bulletins verts : 16% des électeurs socialisés des dernières élections européennes. 19% des électeurs de Mitterrand au premier tour de la présidentielle. Génération Écologie a un peu plus bénéficié de cette reconversion des socialistes mécontents. Une reconversion qui s'est effectuée pour 43% des électeurs de Génération Écologie dans les tous derniers jours de la campagne. Les jeunes de 18 à 24 ans (46%) et les ouvriers (39%) ont été les plus nombreux dans cette décision tardive. La jeunesse est d'ailleurs une des caractéristiques de l'électorat écologiste. »

«Un électorat qui se déclare à gauche pour 42%. Ni à gauche, ni à droite pour 43% et à droite pour 9%. ».... « Notons le fort nombre de « ni à droite, ni à gauche » qui traduit bien le rejet de la politique telle qu'elle est vécue aujourd'hui ».

« ... Une des caractéristiques les plus frappante de ce sondage paraît être la fragilité de cet électorat ».

« ...Filiation donc entre les thèmes chers aux écologistes et le discours politique de la droite au pouvoir dans les années 1970 ».

« ... Autre facette d'une même vision, Joël de Rosnay dans le Macroscopie, ouvrage de base des écologistes, caractérise une nouvelle société. « L'écociété » c'est la convivialité plus les télécommunications ». On retrouve cette idée dans le document distribué par les Verts lors des élections de 1988 et 1989 : société conviviale, critique de l'accumulation de biens matériels. Cela fait plus « moderne » que : le pouvoir au Soviet plus l'électricité du camarade Oulianov !

Sylvie résume bien cette situation par « contradiction entre des aspirations progressistes et le fond politique conservateur qui y fait obstacle ».

1981 – B. Lalonde déclare « La nature est un mouvement dans lequel nous sommes inclus. Si nous avons des doutes sur la manière de nous comporter avec elle, il suffit de se souvenir de cela. Nous en sommes. Et nous en sommes à égalité avec les autres formes vivantes, avec les animaux en particulier qui sont les plus proches ». Là on est carrément dans des idées réactionnaires.

Avec cela, on justifie l'ordre social par les lois de la nature. (On retrouve les mensonges sur Darwin à propos de la « sélection naturelle »). D'où le besoin de réduction de la population, de « décroissance », etc. Les techniques sont rendues responsables des sociétés policières.

Le « virage » de R. Garaudy se situe vers cette date « appel aux vivants » en 1980.

L'écologisme devient un « mode de vie » « ... qui finit par oublier « la défense de la nature » et pense avoir réponse à tout.

Michel Serres (né en 1930 – philosophe – historien des sciences) introduit en France ce que les Américains appellent la « DEEP ECOLOGY », avec A. Waechter, Cousteau,... Cette écologie radicale « accuse tout à la fois la culture judéo-chrétienne d'être à l'origine de l'anthropocentrisme qui place l'homme au-dessus de la nature, l'esprit scientifique d'être inapte à la compréhension de la nature comme totalité et la technique d'être responsable de tous les maux ».

Certains en viennent à dire « *qu'une mortalité massive (des humains) serait une bonne chose. Il est de notre devoir de la provoquer (William Alken 1984 – « Essays in invironment ethics »)*. ! Cette fois on est dans des propos d'extrême droite.

Ce survol de la bataille idéologique montre les efforts permanents à fournir.

L'environnement est un concept bio-culturel qui ne peut pas dissocier l'homme et la nature et qui implique la pratique de l'interdisciplinarité. Il exprime le besoin d'allier en permanence le progrès des connaissances, la réflexion, l'élaboration théorique, les luttes contre « l'état de chose existant » et la confrontation avec la (les) pratique(s).

4.2 -LE CLUB DE ROME

J'y reviens ici parce que le travail fait ou commandé par ce groupe de personnes bien choisies mériterait un tel développement.

Les rapports produits (par le MIT en particulier) dont « Halte à la croissance » (1972) sont riches d'enseignements. Sur le fond on prône l'austérité, la croissance zéro, la fatalité de la crise. La méthode et les modèles utilisés ont été largement critiqués et à juste titre. C'est pourtant une étude scientifique qui tente de se mettre au service des intérêts des puissances de l'industrie pour les aider à surmonter certains aspects environnementaux et sociaux provoqués par eux et qui peuvent mettre en cause à moyen terme leur domination de classe. Nous aurions dû l'étudier avec plus de soin encore. Mais à cette époque S. Mansholt s'appuyait sur ces travaux pour justifier toutes les propositions d'abandon des conquêtes sociales faites par la Commission Européenne. On faisait face à une grande offensive idéologique et politique autour des questions de salaires et d'inflation, la nature des causes et des responsables de la crise... déjà ! Un certain retour au pire par l'identification de l'homme et de l'animal et la volonté d'ignorer les guerres, les épidémies, la santé des travailleurs, etc.

Il y avait pourtant dans ce club des noms prestigieux comme par exemple celui du marxiste polonais Adam Schaff. Car on peut voir pointer dans les écrits le besoin d'élaborer une stratégie mondiale, de s'interroger sur la place des nations en développement, sur les conséquences de l'exploitation irraisonnée des ressources, sur la nécessité de changements sociaux... (pour que rien ne change !). Mais la société ne fonctionne pas de manière linéaire et le modèle exponentiel de la croissance utilisé s'est avéré inadéquat, ce qui a affaibli la portée « scientifique » des travaux édités.

Devant les réactions il y a eu une deuxième offensive en 1974 (« Stratégie pour demain »). Les auteurs veulent renouveler l'approche sur la croissance car le concept de croissance zéro avait pris un coup. Les mêmes, et quelques autres aujourd'hui qui se disent à gauche, emploient le mot « décroissance » sans préciser vraiment ce qui doit décroître et qui doit faire « l'effort ».

Nous avons répondu et le faisons toujours en proposant un type nouveau de croissance et un ordre économique mondial qui s'attaque sur le fond à l'exploitation de la nature et des hommes au profit d'une « caste de privilégiés ». Bref le combat continue. Le Club de Rome avec les sociétés multinationales, oppose les « salariés riches » et les « pauvres », le Nord et le Sud, le mal et le bien, les méritants et les autres... Le but est de faire peur et de chercher des causes « extérieures » au système.

A l'époque tout était de la faute à la crise pétrolière ; au lieu des coopérations on organise des compétitions. Le Club de Rome va dans ce sens à propos de l'énergie. On voit bien l'enjeu aujourd'hui de l'accès au pétrole, au gaz.. et à l'eau avec les guerres de « conquêtes » et le contrôle des circuits de distribution que cela entraîne en Irak, Afghanistan, en Afrique ou encore les menaces sur le Vénézuéla.

(J'ai le souvenir de la manière dont J. C. Dubart, membre du parti, ingénieur aux Charbonnages de France, répond et polémique sur le fond contre le livre de Thierry de Montbrial, aux éditions Lattes en 1978 « L'énergie, le compte à rebours »).

Je pense qu'aujourd'hui nous avons les moyens théoriques et politiques pour dénoncer les faux « habits » de l'écologie et intégrer bien mieux notre bataille environnementale dans notre projet politique. Mais cela nécessite du courage politique, car il faut aller contre de « fausses évidences » portées trop souvent par certaines personnes qui se disent de gauche ou écologiste, ce qui n'est pas forcément pareil.

4.3 -LE RAPPORT BRUNDTLAND ET LA PÉRIODE DE 1983-1987

Encore un texte essentiel, fruit d'un long travail de préparation. C'est en fait le rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement.

Madame Brundtland, ministre norvégienne, préside l'assemblée générale de l'ONU en 1983 et en 1987 publie « Notre avenir à tous – Our common future ». (Ce rapport sera traduit en français par le seul Mouvement National de Lutte pour l'Environnement – MNLE – avec un guide de lecture). Cet acte très important face à un certain silence de beaucoup montre que ce texte était gênant pour le pouvoir en place. N'oublions pas qu'il y avait eu en 1972 la conférence de Stockholm : « Une seule terre ».

C'est de là qu'est sortie la notion de d'écodéveloppement qui sera appelée plus tard « développement durable ». (L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et les Ressources Naturelles avait déjà avancé ce concept).

Ce rapport est très important : « *L'environnement est le lieu où chacun de nous vit et le développement est ce que nous essayons de faire pour améliorer notre sort à l'intérieur de ce même lieu* ». Il est fait mention de la satisfaction des besoins et aspirations de l'être humain et estime que la croissance est indispensable pour soulager la misère. Mais elle doit respecter les limites écologiques ; le développement soutenable implique un autre type de croissance. « *Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». Ce qui veut dire qu'il travaille et agit sur la manière de répondre aux besoins des plus pauvres avec une autre conception de la répartition des richesses tout en organisant la production en fonction de la connaissance des écosystèmes pour ne pas les détruire car ce sont nos ressources.

Maintenant il faut amplifier le combat autour de cette « notion de développement durable » car certains la mettent en cause au nom de la « protection de la nature » et d'autres pour assurer un « développement durable du profit des entreprises ».

Les textes et livres sur le développement durable sont innombrables. Mais il reste que « *le développement soutenable vise à favoriser un état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'homme et la nature* ». Cet objectif me semble bien être révolutionnaire.

4.4 -LE SOMMET DE RIO (1-15 JUIN 1992)

Ce sommet sur le développement et l'environnement a eu un impact mondial considérable. Le PCF l'avait bien mesuré et publie une importante déclaration le 3 juin 1992 qui fait des propositions novatrices.

... « *La chance sera-t-elle d'aller vers un monde plus pacifique, en arrêtant les essais nucléaires et la production d'armes de destructions massives, en choisissant la voie du désarmement et en mobilisant les ressources dégagées au service du progrès ? Les moyens nécessaires seront-ils mis en œuvre pour mettre fin aux inégalités, à la*

surexploitation, au sous-développement, à la détresse que connaissent plusieurs milliards d'être humains dans le monde ?

L'accent sera-t-il mis sur la lutte contre la faim dans le monde, les maladies, les épidémies, l'extrême pauvreté – ces fléaux qui se sont considérablement aggravés ces dernières années ? L'humanité sera-t-elle capable de préserver le milieu dont elle est issue et dont elle vit ?

Sera-t-il possible de substituer à la course au profit immédiat et au gâchis des ressources naturelles, matérielles et humaines, une logique toute différente centrée sur le développement des hommes, fondées sur la coopération et assurant une croissance nouvelle, économe ? »

« La dette doit être annulée, les règles du GATT doivent être modifiées pour permettre aux pays du « tiers-monde » une gestion équitable et rémunératrice de leurs ressources.

« les fonds destinés à la protection de l'environnement doivent être considérablement augmentés... ».

« Les pays aujourd'hui dominés doivent avoir un accès véritable à la science et aux techniques... Ils doivent avoir accès aux moyens modernes d'observer notamment l'espace, les évolutions climatiques et physiques de la terre.

« Au Nord, les technologies nouvelles doivent être mobilisées pour substituer aux productions polluantes des productions propres, économes en ressources et en énergie. Il faut agir en terme de prévention, et de réparation des pollutions... ».

« Pour promouvoir ces orientations, il faut un renouveau des institutions internationales : l'ONU doit être démocratisée et son rôle, dès lors, revalorisé. »

Mais de plus ce texte ne manque pas d'insister sur le rôle de la science : « L'humanité est confrontée à des responsabilités immenses. Elle pourra y faire face à condition d'agir contre tout ce qui entrave l'accès de toutes les femmes et de tous les hommes, de tous les peuples aux connaissances, aux possibilités des avancées de la science et de leur développement moderne : l'obscurantisme et l'irrationnel, mais aussi l'amalgame entre idéologie et écologie, les organisations des sociétés qui, comme le capitalisme, justifient le pouvoir et l'exploitation d'une minorité sur le plus grand nombre. La révolution scientifique et technologique a besoin de savoir, de culture, de démocratie pour devenir progrès économique et social, liberté ».

Ces longues citations montrent les progrès réalisés par le PCF dans la maîtrise des questions environnementales. Nous sommes 20 ans après Stockholm et 5 ans après le rapport Brundtland.

Les documents du Parti au sujet de Rio sont nombreux (Voir « Cahiers du Communisme » - mai 1992 – page 57 et de septembre 1992 – page 77). Sylvie Mayer, alors députée européenne, qui était présente à Rio écrit un texte important dans « La Pensée » de novembre 1992 : 'Réflexions sur la conférence de Rio de Janeiro ». Guy Léger, président du MNLE, était également présent et à aider ce mouvement à mesurer l'importance de ce sommet, qui est sans précédent avec la participation de 172 états.

L'enjeu est donné par Maurice Strong : « **Asseoir la fondation d'une association globale entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés, sur la base des besoins mutuels et d'intérêt commun pour assurer l'avenir de la planète** ».

La mondialisation devient une réalité concrète. C'est aussi un bras de fer politique. J. Delors disait « il faut accepter l'idée que nous allons vivre dans un monde cruel ». D'autres déclaraient « il faut laisser vivre le marché », ou encore le responsable de la banque mondiale (Lawrence Summer) qui proposait d'exporter les pollutions : « *A quoi sert de*

protéger un pays d'un facteur induisant le cancer de la prostate lorsque la mortalité avant 5 ans y est de deux cents pour mille ? » !!

À côté de cela il y eut des textes importants. La charte de la terre comporte 27 grands principes dont celui de la responsabilité des états vis-à-vis des écosystèmes et du développement durable. On y trouve aussi les notions de prévention, précaution et pollueur-payeur. (C'est le moment où l'Humanité publie intégralement le traité de Maastricht avec, en particulier, les questions soulevées par l'aménagement du territoire).

L'agenda 21 est l'acte majeur. Il fixe les objectifs du développement durable du 21^{ème} siècle avec une dimension sociale et économique, la conservation et la gestion des ressources, le rôle des ONG et les moyens d'exécution : 125 milliards de dollars par an sont nécessaires jusqu'en 2000 (soit 13% des dépenses militaires), pour cela l'objectif est fixé à 0,7% du PNB des pays développés.

Déjà est posée la question des ressources végétales et de la sécurité alimentaire (propriété des gènes des plantes) mais on assiste au blocage des USA sur les mesures concrètes.

(Ségolène Royal représente la France avec de grandes phrases et pas d'engagement : le 0,7% du PNB que pour l'an 2000, etc.), pendant que F. Mitterrand déclare qu'on ne peut séparer l'homme de la nature et qu'il faut cerner la responsabilité des pays du Nord !).

Tout cela a déclenché un débat planétaire. « L'appel d'Heidelberg » (14 avril 1992) s'adresse aux chefs d'état et marque la volonté des scientifiques de ne pas laisser dire n'importe quoi : « *Nous mettons en garde les autorités responsables du destin de notre planète contre toute décision qui s'appuierait sur des arguments pseudo-scientifiques ou sur des données fausses ou inappropriés* ».

Une très vive polémique est provoquée par ceux qui acceptent mal la mise en cause de l'utilisation de l'écologie comme arme idéologique « anti-progrès » car il est question ici d'écologie scientifique.

L'« Humanité » publie le texte avec une analyse de Richard Gispert le 14 août 1992, sur les problèmes posés. Il indique, avec raison à mon avis, que ce texte est en deçà des urgences. « *Il existe des effets de seuil et l'irréparable n'est peut être pas si loin* ». Ce texte n'aborde pas avec force les aspects militaires, il peut créer l'illusion que la science seule a les capacités de résoudre les problèmes. (Remarque que partage le professeur D. Lecourt dans son ouvrage « Contre la peur » (PUF – 1990 et 2^{ème} édition 2007) :

« L'« Appel de Heidelberg »,a été signé dès la fin du Sommet par des scientifiques parmi les plus éminents dans toutes les disciplines, en réaction contre cette mise en accusation de la raison humaine. Les auteurs défendaient, à mes yeux, une position trop strictement réactive, comme je l'ai écrit sur-le-champ. Ils inscrivaient leur texte dans la tradition d'un culte de la science désormais insoutenable, au moment même où ils attiraient à juste titre l'attention sur les menaces de dogmatisme anti-scientifique qui habitaient la pensée de l'écologisme politique ».

Mais ajoute Gispert cet appel montre le chemin et a le mérite « *de contribuer à une tâche plus que jamais urgente : renouer les liens de la science et de la politique au sens fort* ».

Un grand débat est lancé dans la revue du PCF « Avancées scientifiques et techniques » et J.P. Kahane écrit dans l'Huma (mai 1992) : « *Enfin l'écologie cesse de se réduire dans les médias aux états d'âme de Lalonde et Waechter !* ». On est loin du compte quand on regarde certains propos de ceux qui parlent à tort et à travers, sans compétence, ou quand on observe la manière dont Sarkozy traite la recherche et les scientifiques. Et je n'aurai pas la cruauté de répéter les fadaïses médiatiques autour de Bové, Voynet,

Lepage, Rivasi, Cohn-Bendit, Benhamias,... et de quelques autres qui sont présentés comme le fin du fin du savoir.

Cinq ans après Rio, en juillet-août 1997, la revue « Économie et Politique » fait le bilan du Sommet et parle de l'échec de New York. Lors de l'assemblée extraordinaire de l'ONU de nouveaux engagements doivent être pris. Il faut constater « qu'aucun accord n'est intervenu sur les dossiers les plus sensibles... et les émissions de CO₂ augmentent... ». Bill Clinton fait du blocage, les entreprises de la résistance.. pendant qu'on invente « une espèce de bourse internationale du droit à polluer... ».

Comme quoi il ne faut jamais baisser la garde, car dans ce système toute avancée sociale ou environnementale est imposée par un rapport de force, freinée ou remise en cause dès qu'un changement de ce rapport se produit en faveur du système existant.

Ces quelques étapes clés montrent à quel point il ne faut pas dissocier les luttes, le combat politique et idéologique. Nous avons également intérêt à bien étudier les propos et les échanges en dehors de la sphère de notre parti. (d'où l'intérêt des « auditions »).

Par exemple, le philosophe André Gorz (1923-2007) a contribué à définir une doctrine écologique pour la gauche. Dans un entretien radiophonique de 1991, Gorz résume sa vision de l'écologie, qui ne saurait se borner, selon lui, à corriger les dégâts de l'économie marchande. L'objectif est de « *changer de paradigme* » *en rompant avec la course illimitée au profit : une politique écologique est nécessairement une politique anticapitaliste, car elle vise à limiter le champ de la consommation des échanges marchands. L'écologie politique rejette non moins la droite réactionnaire qui rêve d'un retour à l'avant capitalisme, à une société d'ordre où chacun est à sa place et où il n'y a pas d'étrangers.* Se réclamant en cela de Marx, l'anticapitalisme de Gorz n'entretient aucune nostalgie de la tradition. Le dépassement du capitalisme, selon, lui, est rendu possible par l'accroissement de la productivité qui permet une réduction massive du temps de travail pour tous, et une déconnexion croissante entre travail et revenu (Le Monde des Livres – 30 04 2009). Cela a une autre allure que le sinistre propos mensonger et réactionnaire : « travaillez plus pour gagner plus » !

5 - L'ÉVOLUTION DU PCF VIS-À-VIS DE L'ÉCOLOGIE ET SES ÉCRITS PENDANT 40 ANS

Les réflexions, travaux et initiatives du PCF vis-à-vis de l'environnement, même si de nombreuses insuffisances apparaissent, en particulier dans la prise en compte de ces réflexions au « quotidien », sont beaucoup plus importantes qu'on ne le dit y compris dans nos rangs. Il faudrait pour compléter ce bilan, regarder de près le contenu de l'Humanité et le travail concret des élu(e)s communistes et républicains au niveau national et communal.

5.1 -ARTICLES, BROCHURES ET LIVRES DEPUIS LA FIN DES ANNÉES SOIXANTE.

5.1.1 -Rappels sur notre organisation et nos préoccupations

Sans vouloir ici prétendre être exhaustif, il faut modestement remettre un peu les choses à leur place car c'est un aspect non négligeable du combat de classe. Des défauts certes nous en avons mais les textes, les luttes de notre parti témoignent que la caricature qui est faite en nous présentant comme uniquement productiviste et « anti-écologique » ne correspond pas à la réalité et répond à un objectif politique clair : exclure les batailles environnementales du champ de la lutte des classes. En relisant nos textes au regard de ce qu'écrivent les autres à la même époque, nous n'avons pas à « culpabiliser ». Qui avait raison d'attaquer le plan Mansholt ?

Dés 1968/1969, sous l'impulsion de René Le Guen et l'aide de Roland Leroy, se met en place une commission qui travaille sur les questions scientifiques et techniques du moment. (J'ai le souvenir entre autres de nos discussions avec Bernard Di Crescenzo, Joe Metzger, ...). Ce travail débouche sur la création de la revue « Avancées scientifiques et techniques ». Les débats étaient également vifs dans « La nouvelle critique ». Le premier projet d'article sur l'écologie avait été repoussé par la direction de la revue car il était trop scientifique !

Cette « commission Le Guen » comme nous disions, a fourni un travail remarqué sur l'énergie qui nous a permis d'aborder la crise du pétrole de 1973 dans de bonnes conditions.

C'est Robert Joly en 1974 qui s'occupe du secteur « Urbanisme-Cadre de Vie – Environnement ». Pierre Juquin prend le relais avec dynamisme et une véritable commission « Environnement » est créée. Elle produit un texte interne important le 15 novembre 1975 intitulé « Avant projet sur les points de repères essentiels pour la question de l'environnement ». Ce texte sert de base pour le rapport présenté par P. Juquin au comité central de 1976 : « les communistes et le cadre de vie ». Je pense que nous sommes le premier parti qui a réuni son instance dirigeante à ce sujet ?

En 1977, la commission « santé et cadre de vie » est dirigée par Mireille Bertrand (membre du bureau politique) ; elle produit une revue « le quotidien libéré ».

En 1979, Alain Le Bihan s'occupe des questions d'environnement suivi de Sylvie Mayer. Cette dernière fournira un gros travail et publiera beaucoup. Ses qualités scientifiques sont mises à la disposition du parti.

Plus récemment, Alain Hayot prendra le relais en essayant de briser notre « image » sur ces questions par un débat politique de fond. Maintenant (depuis 2008) c'est Hervé Bramey qui assure la continuité.

Ce qui pouvait apparaître comme des questions de spécialistes imprègne depuis déjà quelques années toute la société. Et c'est toute la direction du parti, la masse de ses militants et élu(e)s qui doivent s'emparer de ces problèmes et les traiter avec de la cohérence. Le rôle de la commission est alors, de mon point de vue, plus une responsabilité d'impulsion des luttes, de productions d'articles, de mise à disposition d'informations, d'anticipation et de coordination des positions sur l'environnement.

J'ajoute que, dans ce contexte, il faut amplifier notre bataille sur la production et la transmission des connaissances.

Il n'y a pas qu'à débattre, il faut aussi apprendre pour pouvoir débattre. Nous pouvons solliciter plus d'intellectuels pour nous aider dans ce nécessaire renouveau de « l'éducation populaire ».

Je ne prendrai que l'exemple des articles du professeur d'écologie de Tours, Vincent Labeyrie. Le 9 mars 1977 il publie un texte dans l'Humanité : « Importance et limite de l'écologie ». Il explique que l'écologie doit s'étudier comme un ensemble qui ne peut correspondre à la somme des propriétés des sous-ensembles sol - eau - atmosphère - animaux - végétaux, qui est du réductionnisme mécanique. D'où les retards de l'écologie en France jusqu'en 1960 ! et la confusion sur son objet.

L'introduction de l'écologie correspond à la conception dialectique dans l'étude de la nature. La littérature véhicule sous couvert d'écologie tous les courants dominants avec la recherche de l'élément clé par déterminisme. C'est une pseudo écologie mécaniste.

La nature est un système énergétique ouvert, l'ignorer c'est faire croire qu'on court inéluctablement à la pénurie. Mais il y a aussi le danger du triomphalisme scientiste. La science est libératrice en apprenant les lois de la nature et donc peut proposer des choix.

« Comment dans ces conditions prétendre que l'écologie n'a pas de répercussions politiques ? ». La transformation des rapports de production ne suffit pas mais elle est nécessaire.

Le 7 juin 1997, P. Bourtayre dans l'Huma enfonce le clou « Écologistes : choisir ? ». C'est sur le problème du choix de société que débouche « la démarche écologiste ». Et pas être ailleurs, au centre ou apolitique !

Le 16 novembre 1977, Vincent Labeyrie écrit « Qu'est-ce que l'écologie ? ». Il polémique avec Brice Lalonde du groupe « Écologie 78 » et Philippe Lebreton (« La Gueule Ouverte »). Le capitalisme et le découpage sectoriel des connaissances s'opposent à l'étude écologique comme un ensemble fonctionnel. « *L'écologie a donc des conséquences révolutionnaires, non seulement dans la façon d'aborder l'essence de la nature, mais aussi dans le domaine social puisqu'elle remet en cause les schémas d'intervention sur la nature* ».

Le système produit des gaspillages humains, matériels et des ressources par « essence ». L'étiquette écologique est positive si elle dénonce cela. Mais « ces organisations » ne voient pas que les choix technologiques ne sont pas neutres... « *et concluent au danger de tout développement et promeut l'arrêt de la croissance économique et même le retour à une société pré-industrielle* ». Ils isolent la crise écologique alors que c'est un aspect dominant de la crise du capitalisme. Déjà, nous n'étions pas invités à l'émission de télévision à 22h00 du 16 novembre 1977 qui débattait de cette question !!

La campagne des législatives de 1993 est marquée par de vifs débats. Les manœuvres de D. Voynet permettent de mettre Waechter hors jeu et Lalonde se rapproche des centristes !

Le PCF développe toute une argumentation autour d'une autre conception de la croissance à travers les problèmes de santé, de formation, de travail et de démocratie. (On commence à évoquer la suppression des départements ?). Plus précisément on traite des questions de la « marée noire », des déchets, de l'eau, du trafic routier, de l'énergie...

Pendant ce temps M. Rocard, avec l'aide de B. Lalonde, D. Baudis, B. Kouchner, veut la sainte alliance de la droite centriste, des Verts, de Génération Écologie et du Parti Socialiste. C'était il y a 26 ans déjà ! Ils défendent le traité de Maastricht, la CSG et prônent la diminution des charges sociales.. Et pour bien clair, M. Rocard ajoute : « *l'économie n'est pas faite pour créer des emplois* ». En tous les cas cette stratégie « sociale-libérale » n'est pas faite pour déranger la droite et le système en place. D. Voynet affirme qu'elle peut gouverner avec la droite ! Cela lui a servi à Montreuil ! « *Le chômage est un nouvel état et non le résultat d'une crise conjoncturelle ! Il faut renoncer à certaines idées simples qui se sont avérées simplistes comme par exemple le plein emploi ou la structuration de la société en classe* ». (Dans « Révolution du 07.01.1993). J'ai toujours les textes de cette époque, c'est édifiant !

Le parti se bat contre la mise en œuvre accélérée de l'Europe de Maastricht, car il y a une volonté de recomposition autour du OUI à Maastricht. « A nous de faire le lien entre le respect des équilibres écologiques et la nécessité d'impulser un nouveau type de développement, s'opposant aux gâchis et gaspillages du capitalisme et alliant essor économique et création d'emplois ».

Sylvie Mayer fait le point dans « les cahiers du communisme (1993 – p. 32-35) « Partis écologistes : pour quels changements ? » :

« *... N'y a-t-il pas un écart grandissant entre ces motivations de l'électorat et les positions, les comportements, les objectifs politiques qu'affichent désormais les partis écologistes. Les déclarations quotidiennes de leurs dirigeants dans la presse, les divers débats avec*

des dirigeants communistes permettent de faire la constatation suivante : leur attitude peut paraître presque une caricature de la politique politicienne que justement les électeurs « verts » disent rejeter »... »...

«... En faisant l'impasse sur les choix du capitalisme de recherche du profit, les partis écologistes aboutissent à un programme qui ne remet pas en cause fondamentalement le chômage, le déclin économique et toutes les conséquences de la crise. Ainsi, dans l'accord entre les Verts et Génération Écologie est-il proposé quatre ruptures concernant l'emploi, avec notamment : partage du travail avec baisse des salaires sauf pour les « bas revenus », incitation au travail à temps partiel, aux travaux de proximité, aux « qualitatifs », etc. dans la revue du forum jeune pour l'écologisme, on peut en illustration de ces thèses lire une espèce d'apologie du RMI : [Le R.M.I. est-il un ultime avatar de l'Etat providence ou permet-il de réenvisager complètement la place du travail dans la vie humaine ? Si l'on a une attitude conservatrice vis-à-vis de ce que l'on appelle aujourd'hui « les acquis sociaux », probablement est-ce la première hypothèse qui triomphera. Si l'on accepte de remettre en cause des modes de pensées héritées d'un passé révolu, peut être peut-on y voir un des nombreux signes qui ancrent l'écologisme dans son époque, sa réalité]».

«Ce refus de changement de société mettant en cause l'exploitation capitaliste et s'attaquant aux profits financiers se retrouve dans de nombreux écrits et déclaration que résume Dominique Allan Michaud dans son livre l'Avenir de la société alternative : « l'écomilitantisme semble se situer de plus en plus dans la société telle qu'elle est, dans l'optique d'une amélioration ». Ce que Marie-Claire Blandin confirme lorsqu'elle met en doute par exemple : la possibilité de trouver des leviers efficaces contre les banques ».

Le secteur environnement du PCF publie le 01.02.1993 un bulletin « Les échos logiques ». L'Humanité publie les 22 et 23 janvier, deux pages « Idées » remarquables.

L'une de P. Acot à propos du livre de Luc Ferry. : « le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme » (éd. Grasset – 1972) : « L'auteur ne cesse de poser la question philosophique fondamentale de l'écologie - celle de l'identité humaine - comme si la contradiction qui la constitue était indépassable. Pour les uns, « l'homme est par excellence l'être d'anti-nature, le seul qui soit capable de ne pas être de part en part déterminé par les conditions naturelles qui lui sont faites à sa naissance » (p. 219). Pour les autres, « un contrat naturel au sein duquel l'univers tout entier deviendrait sujet de droit » pourrait faire place à l'ancien contrat social (p. 32-33).

Cette logique - à deux valeurs exclusivement - aboutit à un renvoi dos à dos : « Entre la barbarie et l'humanisme, c'est à l'écologie démocratique qu'il appartient maintenant de trancher » (p. 275). Et il est clair que cette écologie « aspire davantage à aménager le système qu'à le remplacer par un autre » (p. 38). Mais on ne peut s'empêcher de penser que les partis dits « écologistes », dont les dirigeants sont prêts à gouverner avec la droite et qui préconisent tous le partage du chômage, ont une conception très proche du « changement ». Et l'idée selon laquelle les partis Verts mèneraient un combat contre le réformisme (p. 263) laisse perplexe.»

L'autre de J.P ; Kahane (l'Humanité du 23 janvier 1993) «Economiser les ressources naturelles, cela peut emprunter et emprunte de fait des voies détournées, imprévisibles a priori. En particulier, des économies d'énergie notables résultent non pas de recherches sur l'énergie, mais de recherches menées sur les matériaux, l'informatique, les télécommunications.

Le développement industriel, dans tous les domaines, dépend des recherches qui se mènent dans le monde entier, sur une immense palette de sujets.»

Dans les années 1994, 1995, 1996, notre « bibliographie » n'est pas moins fournie.

- article de Sylvie Mayer « 18 mois après le sommet de la terre, quelles avancées ? » - (janvier 1994).
- proposition de loi sur le prix de l'eau (05 07 1994).
- proposition de loi sur les inondations (01 02 1995).
- Préparation des élections présidentielles avec R. Hue en 1995. Dans « Les Cahiers », S. Guillou écrit en avril 1995 « Environnement, vraies questions, quelles réponses ? » et Sylvie Mayer (juin 1995) « Ecologie la nouvelle donne après les présidentielles ».
- Eco-po » aborde en avril-mai 1995 la « politique de l'eau »
- Dès le 30 janvier 1996, l'Huma traite de la question du « réchauffement de la terre, grand défi du prochain siècle ».

Nous ne cessons à travers de nombreux texte de défendre cette idée que protéger l'environnement implique un nouveau type de développement ; nous disons aussi, parfois, nouveau type de croissance. Je ne pense pas que ce soit tout à fait la même chose !

Ces préoccupations et ces interrogations reviennent fortement lors d'une « école » (ce mot ne me gêne pas) à Draveil en 1996. On a noté des retards préjudiciables mais aussi le fait que nous avons lié environnement et société. Nous étions en phase avec le rapport Brundtland. Cette bataille est aussi dure, sur le fond politique, que celle sur l'emploi ou les salaires si on la porte sur un terrain de classe. Il n'est pas possible de comprendre que l'homme appartient à la nature et s'en émancipe, que l'évolution humaine n'est pas biologique mais essentiellement culturelle ; c'est plus facile de parler de décroissance que de définir un projet de développement de la société qui implique contre la logique du système de mettre en décroissance » des pans entiers de l'économie (armement, drogue, prostitution, gaspillages des ressources,..) et d'en faire croître bien d'autres (logement, éducation, alimentation, ...etc). Pour éviter de parler du type de production, de sa nature, du cycle de vie des produits, de consommation, il est plus simple de schématiser tout cela avec « le productivisme » sans rien définir. Car les mots sont l'enjeu de combats.

C'est le cas du concept de développement durable. D'après Fabrice Hatem (Le Monde du 23.11.1993) : « *le mot d'ordre est rarement explicité, il est utilisé pêle-mêle par des nostalgiques d'une nature inviolée, par des radicaux tiers-mondiste, par des post-marxistes recyclés, par des libéraux confiants dans l'efficacité du marché, par des lobbies industriels flairant la bonne affaire et même par quelques authentiques spécialistes du sujet* ».

Le CNPF montre quant à lui l'efficacité supérieure du modèle libéral pour répondre aux exigences du développement durable !!

Comment ne pas être affolé après Sévès, Bophal, Amoco-Cadiz, Tchernobyl... ? Comment ne pas s'inquiéter à propos des changements climatiques, du SIDA, de la pollution par l'Ozone ? Comment se positionner face aux défis majeurs que sont l'énergie, les déchets, la déforestation, la perte de biodiversité, la malbouffe, la grippe... ?

Devant de tels scénarii qui seraient dus à la mondialisation, à l'explosion des sciences et techniques, à « notre matérialisme », il n'est pas étonnant d'avoir peur et de vivre l'immédiat en oubliant de penser globalement et sur le long terme.

La notion même de projet devient « utopique ». et pourtant nous savons que la formation, la culture, y compris scientifique, le débat, la démocratie sont les leviers pour ouvrir une perspective réelle de changement et de changement réel.

D'immenses progrès sont accomplis comme en témoignent l'augmentation de l'espérance de vie, les moyens de transport et de communication ; « une France des années 1990

équipée de technologies d'avant-guerre consommait 2,5 fois plus d'énergie par habitant qu'elle ne le fait aujourd'hui ». (Remarque de S. Mayer à un colloque le 09 09 1996).

Ne pas croire à la possibilité des hommes de transformer le monde n'est pas une valeur humaniste.

5.1.2 -Récapitulatif de l'essentiel des textes produits par les communistes français.

Cet inventaire des textes essentiels produits par le PCF doit permettre de reprendre leurs contenus de manière chronologique, de manière à voir l'évolution de nos propositions. Bien sûr tout cela devra être relu dans le contexte politique et les actualités du moment.

Pour l'instant nous ne pouvons ici que les citer :

1971 « Changer de cap ».

1972 (octobre) : Claude Quin : « Ce que coûte le capitalisme à la société » - Economie et Politique numéro hors série.

Programme commun de gouvernement.

1973 Livre de G. Biolat : « Marxisme et environnement ».

Livre de G. Marchais « Le défi démocratique ».

1974 Numéro de « Recherches Internationales » sur « L'homme et l'environnement ».

Livre de J. Metzger « Pour la science ».

1975 (5 juin) « Vivre Libres »

1976 « Les communistes et le cadre de vie » - réunion du comité central.

1977 (7 novembre) « La liberté guide nos pas » - brochure du PCF de 29 pages.

1978 Livre de C. Claude « Voyage et aventures en écologie ».

Janvier – Mireille Bertrand « L'écologie parlons-en ! » - Article dans le premier numéro du Quotidien Libéré édité par la commission « Santé et Cadre de Vie » du comité central.

1981 Livre de J. Ch. Dubart « Énergie, le grand tournant ».

Livre de J. M. Legay « Qui a peur de la science ? »

1983 « Énergie nucléaire, pour comprendre et agir » - Tiré à part des « Cahiers du Communisme ». Livre de R. Le Guen « Les enjeux du progrès ».

1987 « Justice, liberté, paix » - Programme du PCF – 95 pages

1988 « Entre ciel et terre » - des propositions pour l'environnement.

9 septembre 1988 – Rapport de S. Mayer devant la commission nationale « Environnement ».

1989 « 10 propositions pour l'environnement » par le groupe communiste et apparenté du parlement européen.

Livre de R. Le Guen « Science en conscience ».

7 octobre 1989 – Rapport de S. Mayer devant la commission « Environnement » du comité central.

16 décembre 1989 – Journée d'étude du PCF sur l'environnement.

1990 Livre de S. Mayer « Parti pris pour l'écologie ».

1991 (janvier) - numéro hors série d'Avances Scientifiques et Techniques :

« L'environnement, du quotidien au planétaire » - 60 pages.

livre de P. Acot « Écologie et environnements » (éd. Messidor – La Farandole)..

- 1992 (14 janvier) - Six propositions pour la France » pour les élections législatives du 21 mars 1992.
 (21 avril) - R. Hue « Pour un développement humain durable et solidaire » (campagne des élections présidentielles).
- 1994 (26 avril) – conseil national du PCF « Propositions en vue d'un pacte unitaire pour une politique progressiste et humaine ».
- 1995 PCF « Environnement, reflet d'une société »
- 1996 Livre de S. Mayer « Quelle planète léguerons-nous ? ».
- 2000 Élections législatives : 5 axes d'initiatives proposées par le PCF
- 2002 (21 avril) – (élections présidentielles) - « Le projet de R. Hue pour une politique de gauche ».
- 2005 (septembre) – Tiré à part d'Économie et Politique : « une politique énergétique pour la France. Le PCF met en débat les propositions ».
 23-24 septembre : « Pour un développement durable et solidaire de la planète » - Forum national sur l'initiative du PCF – brochure de 47 pages.
- 2006 (juin) – M.G. Buffet « Propositions pour des services publics étendus et démocratisés ».
- 2007 M.G. Buffet propose : « une autre politique à gauche ».

Cette liste sûrement non exhaustive suffit à montrer que nous ne manquons pas de documents et d'informations sur l'écologie et l'environnement. Dans bien des cas, et la lecture des textes le montre, nous étions loin d'être en retard. On est principalement devant des questions d'appropriation de nos propositions, d'impulsion, de mise en œuvre, de choix prioritaires... et de valorisation de notre propre travail et de l'activité des communes que nous dirigeons.

NOTA :

Il faudrait compléter cette revue par des travaux effectués par d'autres partis communistes et les débats philosophiques qui impliquent des conceptions diverses des rapports homme-nature. Voir par exemple les ouvrages de Lucien Sève.

Par exemple, quand il pose la question « *Qu'est-ce qu'une vie, authentiquement humaine ?* » « *Marx répond : engendrée d'abord par la nature, l'humanité développée s'est autoproduite à travers sa propre histoire, et c'est « le développement historique » lui-même qui « fait une fin en soi [...] de ce développement de toutes les forces humaines en tant que telles* » (Grundrisse, tome 1, p. 424). Ici aussi le dernier pour quoi débouche une fin en soi, mais de sorte bien différente : non pas arrêtée d'avance derrière nous par l'histoire comme une véritable finalité pratique, celle qui consiste à assumer l'immense responsabilité de prolonger l'hominisation biologique puis sociale d'hier et d'aujourd'hui en une humanisation future de plus en plus civilisée, porteuse de sens pleinement intériorisable par l'ensemble des humains. Dans tout cela, que de choses difficiles et captivantes à débattre, et qui sont au cœur d'une politique vraie, par-delà ses consternantes caricatures ». (dans « Commencer par les fins » - éd. La Dispute – 1999).

Il faudrait également faire un chapitre complet relatif aux travaux du PCF en matière de politique agricole et d'alimentation. On y trouve des textes de très haut niveau et en pleine actualité qui font partie intégrante de notre conception de l'écologie et du développement et de l'aménagement du territoire.

L'histoire de cette commission du parti qui s'intitule aujourd'hui « Agriculture, chasse, pêche » mérite d'être plus mise en valeur. Le dernier livre de Gérard Le Pull « Planète alimentaire. L'agriculture française face au chaos mondial » (Pascal Galode éd. – 2008) est un grand livre écologique.

5.2 -LES TEXTES DE CONGRÈS DEPUIS 1974 (21^{ÈME} CONGRÈS)

Il va de soi que la consultation précise des documents des congrès mais aussi des textes préparatoires, des contributions et des débats constituent un matériel de choix pour avoir l'état de réflexion du PCF sur « l'environnement » et les luttes que cela implique.

Prenons quelques extraits tirés, pour l'essentiel des résolutions des congrès.

- 21^{ème} congrès (extraordinaire) 24-27 octobre 1974

Le rapport de G. Marchais indique : « La fabrication de produits fragiles, vite usés, la multiplication artificielle de certains produits appuyés par le matraquage publicitaire ne peuvent plus se poursuivre maintenant dans les mêmes conditions de rentabilité ». ! Et il traite longuement la question des gaspillages (p 16-18).

Je dénonce ce que nous avons révélé dans la campagne du référendum de 1972 (4 avril) sur l'Europe (Plan Sicco Mansholt) qui voulait freiner la croissance et imposer un recul matériel de chacun(e) et promouvoir l'intégration au mépris des souverainetés nationales (déjà l'énergie et le prix du pétrole sont au cœur des débats).

Cependant la résolution ne dit à peu près rien sur l'environnement. (On en reste au programme commun !).

Par rapport à ce qui se passait et au mouvement des idées, le parti en tant que tel prenait effectivement du retard, malgré les efforts de la « commission Le Guen ».

- 22^{ème} congrès – 4-8 février 1976 à l'île St Denis. L'objectif est « le socialisme pour la France ».

Dans la résolution un paragraphe est consacré à une « *nouvelle qualité de la vie* ». On aborde la consommation, le travail. « Il faut aménager le cadre de vie pour les hommes et non pour les profits « d'une minorité ». Pour cela les questions de l'urbanisme, des espaces verts, des pollutions,... sont d'une grande importance.

« Le capitalisme dégrade et gaspille la nature. La société que nous voulons mettra au premier plan de ses préoccupations la protection et la mise en valeur rationnelle de la nature, le maintien des équilibres écologiques, la préservation des liens des hommes avec la nature ».

C'est un tournant, on parle enfin d'écologie !

- 23^{ème} congrès – Ile St Denis – 9-13 mars 1979

« ... *La détérioration de l'environnement et du cadre de vie appauvrissent l'existence..* ». La crise est analysée comme sociale, culturelle, morale, ... mais pas écologique !?

Nous proposons « *un nouveau type de développement* » avec une croissance de la production d'une qualité nouvelle, c'est-à-dire des fabrications qui « *présentent des garanties pour la santé et l'environnement* ». Ceci montre au passage qu'il ne suffit pas de travailler des textes sur des objectifs de contenu. Nous étions déjà dans l'élaboration d'un projet.

Partout et toujours on retrouve le besoin de recherche. Nous sommes pour « *un développement maîtrisé de l'énergie nucléaire* ». « *A l'opposé d'un productivisme aveugle, nous luttons pour mettre en valeur la nature et même l'enrichir, en prenant pleinement en compte les nécessités écologiques, en développant le recyclage des produits et les techniques antipollution.*

- 24^{ème} congrès – février 1982 « Le socialisme aux couleurs de la France ».

L'intervention de G. Marchais va droit au but : « *Une cause de la crise c'est la tendance capitaliste à augmenter les profits en exploitant les ressources naturelles avec une intensité productiviste qui défie les lois de la nature et aboutit à des destructions, à des pertes irréparables, à des gâchis, à des déséquilibres. Ce saccage atteint une côte d'alerte qui menace aussi les profits. C'est la crise de l'environnement* ». Cette fois la crise est aussi environnementale, c'est un progrès de taille.

Le chapitre 2 du texte fixe un objectif. « *Nous voulons une nouvelle croissance* (remarquez le mot croissance alors qu'au 23^{ème} congrès on dit « développement »). « *Le capitalisme c'est le massacre de la nature. Faire le socialisme à la française c'est organiser une croissance économe en énergie et en matières premières, vigilante à l'égard de la nature, de l'air, de l'eau, du paysage, de tout ce qui vit ; C'est construire les villes à l'échelle humaine* ».

C'est clair et net, les combats « écologiques » doivent faire parti de notre activité quotidienne.

- 25^{ème} congrès – 6-10 février 1985 – Ile St Denis. Nous souhaitons « le socialisme aux couleurs de la France

Le contexte du moment est important et la question du (des) retard(s) est à l'ordre du jour. On revient sur le 20^{ème} congrès du PCUS de 1956, le coup de force d'Alger de 1958, le texte de 1971 de G. Marchais sur la société française, notre nouvelle démarche du 22^{ème} congrès... la concentration de toute notre activité pour le programme commun de 1972. puis l'échec de 1977 sur l'actualisation du programme commun, la victoire de Mitterrand en 1981 suivie de 1982 de son inflexion à « droite », les élections européennes du 1984 marquées par l'abstention et notre départ du gouvernement. Visiblement nos soucis et nos préoccupations étaient plus d'ordre politique et stratégique qu'écologique !

La nouvelle croissance de l'économie que nous proposons implique « *la prise en compte des impératifs de préservation et d'amélioration de l'environnement, des équilibres écologiques, l'amélioration de la qualification des travailleurs,..* ». C'est peu face aux enjeux !

- 26^{ème} congrès – 2-6 décembre 1987 – Ile St Denis

Nous développons encore les idées autour « *d'une croissance nouvelle pour la justice sociale et le plein emploi* » en s'appuyant sur la recherche et l'innovation technologique et en assurant « *la protection et la mise en valeur de l'environnement* ».

On parle d'équilibres naturels, de renforcer les lois en matière de sécurité et d'information, de défense contre les pollutions, et de coopération.

Nous avons mené des luttes importantes avec P. Goldberg (maire de Montluçon) sur l'aménagement de la Loire et contre le plan Rocard (encore lui !) d'aménagement de l'Île de France. Sur ces questions comme celles des autoroutes, des déchets, il y a eu un gros travail des élu(e)s. Mais la bataille environnementale n'est toujours pas intégrée dans notre projet politique.

- 27^{ème} congrès – 18-22 décembre 1990 – Ile St Denis

Il se termine par une longue « résolution ». On a l'impression d'une répétition du 26^{ème} congrès avec une certaine similitude des textes.

Cependant, un chapitre entier (page 408-412) s'intitule « nous voulons protéger et valoriser l'environnement ». « *L'ampleur des modifications écologiques imposée à la planète est sans précédent. L'environnement est devenu un problème majeur pour l'humanité... Le devenir de notre planète est l'un des grands enjeux à l'aube du deuxième millénaire* ».

« *La protection de l'environnement, qu'il s'agisse de l'amélioration des lieux de vie et des conditions de travail, de la conservation des espèces ou de la valorisation des milieux naturels est une composante à part entière de la politique des communistes* ».

C'est un tournant car toutes les questions sont posées : déchets, pollutions, normes, techniques de production, stockage, recyclage, sécurité, le bruit, l'eau, la pêche, la chasse, les accords internationaux, l'énergie, la conception des rapports homme-nature, l'ampleur de la révolution scientifique et technique (je préfère cela à révolution informationnelle seulement) et le rôle de la science dans la protection de la nature.

- 28^{ème} congrès – 25-29 janvier 1994 – Ile St Denis

Nous précisons et présentons notre programme. La protection de l'environnement implique un nouveau type de développement et de croissance respectueux des équilibres écologiques. Il serait intéressant de faire le bilan à partir de tous ces textes de ce qui a été écrit sur croissance et développement. Même si les redites sont nombreuses c'est une grande richesse. Mais je pense qu'il faut éviter de tout « refaire » à chaque congrès. Il ne faut pas croire non plus que les difficultés viennent essentiellement de la qualité du contenu des textes.

Tout le chapitre VIII : « Protéger l'environnement implique un nouveau type de développement » est à réétudier. « La défense et la conservation de l'environnement sont partie prenante de notre lutte pour le progrès ». C'est très important en ces temps de doute et de mise en cause du progrès. On insiste sur l'emploi, les services publics, l'énergie, les procédés de production... et l'importance de la conférence de Rio.

- 29^{ème} congrès – 18-22 décembre 1996 « La Défense » à Paris - Dans le projet on parle cette fois « d'un nouveau type de développement humain ».

La mondialisation et les bouleversements qu'elle provoque et la notion de « visée communiste » sont développés. On se contente un peu de dire que « *les grands équilibres sont menacés. Le productivisme, la compétitivité à tout va ne tiennent pas compte des coûts écologiques et humains, du prix à payer par les générations futures* ».

- 30^{ème} congrès – 23-26 mars 2000 – Martigues

La discussion se déroule autour de 7 thèmes dont celui du projet communiste. « *Nous voulons conjuguer l'économique, le social et l'écologique. Nous rejetons tous les productivismes. Un développement de l'humanité soucieux des générations futures doit protéger la planète, préserver les richesses naturelles et l'environnement. Nous soutenons les formes économes de production et de consommation,..* ».

Tout cela manque de précision, de définition, de contenu concret. Que signifie, par exemple, pour les gens et en théorie : « rejeter tous les productivismes » ?

- 31^{ème} congrès – octobre 2001 – La Défense

L'essentiel du débat portait sur nos statuts. (Je m'occupais du chapitre portant sur « le droit des adhérents »).

On se contente de rappeler notre projet (ce qui montre que nous en avons un !) :
« Nous appelons toutes celles et tous ceux avides d'agir en faveur du développement durable, d'une humanité civilisée de faire vivre avec nous un nouveau communisme ».

- 32^{ème} congrès – 3-6 avril 2003 – Plaine St Denis

Il porte sur « Communisme. Écrire ensemble une page nouvelle ». Il est marqué par le traumatisme de l'échec électoral du 21 avril 2002.

Cela ne nous empêche pas de voir ce qui bouge à l'échelle planétaire, « qui touche à l'unité de l'espèce humaine, à son avenir, à son existence même ».

La biologie, l'information, l'urbanisme, la démographie... et les « impératifs écologiques » ... *« sont devenus des enjeux vitaux de l'avenir planétaire. Il convient d'en tirer toutes les conséquences politiques en affirmant avec force notre opposition au productivisme, aux pillages des ressources naturelles, à la marchandisation de la planète ».*

- 33^{ème} congrès – 23-26 mars 2006 - Le Bourget

On définit la visée communiste. Le texte commence par la question de la marchandisation des ressources et des connaissances. *« Par la mise en coupe réglée de la planète, de ses ressources naturelles comme de sa bio-diversité à un point tel que désormais notre avenir commun est en cause ».*

« L'être humain comme moteur et finalité de l'économie, de la protection de la nature ».

« Le communisme est encore une écologie. La défense de l'environnement est partie intégrante de notre combat. L'ensemble de nos propositions et de nos actions est marqué par le souci de léguer aux générations futures une planète où l'on puisse vivre et respirer ».

Cela se retrouve dans le programme sur la question des transports, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, avec un fort chapitre intitulé « Agir pour un développement durable et solidaire » qui aborde le service public de l'eau, l'énergie, la recherche, les OGM...

« ... Les politiques libérales financiarisées et productivistes constituent désormais un obstacle à la défense de l'environnement et à la sauvegarde de la planète ». D'où le besoin de redéfinir : croissance, production, consommation...

- 34^{ème} congrès – 11-14 décembre 2008 – La Défense

Il va de soi que, dans la pratique, ce document doit être connu et analysé de près. Regardons l'essentiel pour ce qui nous concerne ici. L'analyse de l'époque que nous vivons et le projet politique sont avec la question de l'avenir du PCF au menu. Rien que ça !

Sur la mondialisation, le rapport de P. Laurent affirme d'entrée : *«Les révolutions des savoirs et des connaissances, les révolutions technologiques et informationnelles, le nouveau rapport des hommes à la planète toute entière ouvrent des champs de progrès et de mise en commun inédits. Ces potentiels accroissent la responsabilité de l'homme sur l'avenir du genre humain, de la planète et de ses ressources... ».* Il poursuit en précisant les axes de transformation qui permettent les ruptures

nécessaires dont « *la promotion en toutes circonstances d'un nouveau mode de développement humain, socialement solidaire, générateur de nouveaux progrès, écologiquement durable.* »..

« *C'est en chaque domaine que nous voulons penser autrement le développement humain : travail, emploi, production, industrie, énergie, transport, consommation, alimentation, climat, urbanisation, ruralité, culture, logement, information, santé... Nous ne voulons plus d'une société qui ignore l'être humain, le pressure, l'exploite et le prive de moyens d'intervention réels, du pouvoir de maîtriser sa vie. Ensemble, nous voulons retrouver le pouvoir sur nos vies, et sur l'avenir commun de la planète et de l'humanité ! A l'aune de cette ambition, plusieurs questions sont revenues très fortement : celle du travail et de ses finalités ; celle de la production et de la politique industrielle ; celle de la profondeur des enjeux écologiques ; ...* ».

L'enjeu, le travail à effectuer, les luttes à mener doivent être à la hauteur de nos ambitions. La résolution adoptée est très riche et correspond bien à ce qu'il faut construire pour changer vraiment :

- o Comprendre le monde :

«... *Il nous faut mesurer l'ampleur et la nature des défis auxquels les peuples sont aujourd'hui confrontés et contribuer aux réponses politiques nécessaires face aux grands enjeux planétaires indissociables de la paix et la sécurité, de la démocratie, du développement durable et solidaire de la planète* »...

- o préciser la nature de la crise :

« ... *Avec la crise financière de 2007/2008 et son développement en crise sociale et économique, avec la crise écologique, le monde est à un tournant historique* »...

« ...*Dans ce nouveau contexte, l'apport de fonds publics massifs pour sauver les banques, sans avancer d'autres dispositifs de crédit pour le progrès social est fortement dénoncé, comme la logique de rentabilité financière poussée à son paroxysme, et comme l'absence de réponse à l'urgence écologique* »...

On y revient plus loin dans le paragraphe intitulé « une crise très profonde des modes de développement ». Ce passage tout à fait fondamental. « *Notre époque est aussi celle d'une prise de conscience que l'avenir même de la planète est menacée si on continue comme cela* ».

C'est un constat qui ne peut être une simple photographie du « vécu ». On parle de productivisme aveugle (peut-il être autre chose ?). Avant on disait « productivisme sans limite ». Ce n'est pas le seul productivisme qui est responsable de la crise énergétique.

Il faut également montrer que la vitesse des changements climatiques dus à l'activité humaine dépend fondamentalement de la façon de produire et de consommer l'énergie. Il est exact que « le dépassement de la crise écologique devient un élément majeur de la transformation sociale et du développement humain ». Encore faut-il pouvoir dépasser le capitalisme pour remettre en cause « ...l'ensemble des rapports de domination, d'exploitations et d'aliénation qui gouvernent le monde et les êtres humains et la nature... ».

Mais personnellement je ne pense pas qu'il faille « inventer un mode de développement... » car j'ai trop peur des modèles. Il est sûr en tous les cas que, dans les idées et dans les luttes, il faut construire un autre monde.

Les axes de transformation que nous proposons pour ce « nouveau mode de développement » doivent nous y aider. On est en plein dans les luttes actuelles, la réflexion sur les propositions et la bataille des idées. « Riposter c'est faire face à la

domination idéologique de la droite.. ». Exact, mais nous avons vu qu'en matière d'environnement et d'écologie, cette idéologie imprègne « la gauche ». C'est pour cela que nous donnons la primauté au mouvement populaire afin qu'il ne se fourvoie pas en permanence dans des alternances sans issue comme le propose certains au PS, les Verts, le MODEM et même maintenant R. Hue. C'est plus que des joutes oratoires de « chefs » au sommet ; c'est une fausse piste qui dédouane le système. Raison de plus pour que nous remplissions la condition essentielle qui « est de ne jamais perdre ou laisser s'amoindrir notre pleine autonomie d'expression et d'action ».

Faisons-le avec l'écologie, d'autant plus que les Verts, N. Hulot, J. Bové et d'autres d'Europe Écologie se rangent plus que jamais « derrière les portes-drapeaux du néolibéralisme » en se disant ni à droite, ni à gauche, mais central, tout en s'affirmant de gauche dans certaines circonstances, afin de répondre à des visées électoralistes. On ne peut accepter sans riposter cette idée que l'écologisme a définitivement condamné les idéaux socialistes et le communisme. C'est une autre version de la fin de l'histoire.

- o situer l'état de la mondialisation :

« ...La libre circulation des capitaux a permis la mondialisation d'un capitalisme financiarisé à outrance, piloté par l'exigence de rendements financiers exorbitants, poussant à la surexploitation des mains-d'œuvre, à leur mise en concurrence exacerbée, à un productivisme sans limite ».

« ...D'autant que le fait nouveau de ces dernières années est l'enchaînement des crises, financière, énergétique, environnementale, alimentaire, agricole, avec la résurgence d'« émeutes de la faim », affirmant et amplifiant une crise systémique de longue durée, une crise du mode de production, de consommation et du type de développement ».

- Regarder l'état des connaissances :

« ...Révolution informationnelle, biogénétique, nanotechnologies... La croissance exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, leur diffusion dans la société, le nouvel âge dans lequel sont entrées les connaissances bouleversent notre quotidien. Ces révolutions accroissent de façon spectaculaire les capacités d'expression et de création des êtres humains, qui n'ont jamais eu autant de possibilités d'agir sur leur milieu de vie, pour le meilleur comme pour le pire ».

Franchement nous ne manquons pas d'arguments et de propositions. Encore faut-il les utiliser dans les batailles. C'est ce que nous faisons par exemple à propos de « la taxe carbone ». Ce qui nous permet de démontrer son contenu profondément injuste, « de classe » et son inefficacité écologique contre la production de gaz carbonique (donc l'effet de serre) car elle ne s'attaque pas sur le fond aux modes de production et de consommation.

6 - REMARQUES POUR LA SUITE

Ce survol des travaux des communistes mérite d'être approfondi. Il permet de mieux appréhender nos faiblesses et nos forces. Même si on note des hésitations, des approximations, une réticence à mettre le combat « pour la nature » au même niveau que le combat social, jamais le PCF n'a perdu de vue le mécanisme global d'exploitation dû au système capitaliste.

- On remarque qu'il y a souvent un écart important entre les travaux des communistes en général et les documents des congrès mais surtout la prise en compte et la mise en œuvre par l'ensemble du parti. Il existe des décalages parfois évidents entre ce que nous proposons et ce que nous faisons. Le plus irritant parfois est l'écart entre ce que nous écrivons et la connaissance qu'en ont les communistes. C'est le signe d'un manque de formation et d'information à tous les niveaux. (Un texte sur « Internet » ne remplacera jamais un exposé et une discussion).
- Nous avons pu voir à quel point la bataille sur le contenu des mots est importante. Ne pas la mener peut faire perdre des batailles politiques. C'est le cas sur la notion de travail qui est la forme de notre rapport à la nature.
- C'est aussi le cas de l'appropriation du concept de développement durable. Dans un article de l'Humanité (14 mai 2005) j'avais expliqué que la confrontation sur le projet de constitution européenne tient largement à la conception que l'on a du sens de cette expression. *« ... Le texte tourne autour des mots « concurrence », « marché », « banque »... Quant à la solidarité et à la fraternité, l'article I-3.3 indique que « l'Union oeuvre pour le développement durable de l'Europe fondé [...] sur une économie sociale de marché hautement compétitive ». Comment cette économie capitaliste de « concurrence libre et non faussée » assurerait-elle le développement durable (article I-3.2) ? Dès le début du titre I, on prône le libéralisme comme seule politique possible, et nous connaissons ses effets du local au mondial. Où sont les avancées pour le développement du ferroutage et de la voie « eau », pour les moyens matériels et humains, pour les recherches en écologie, pour un grand service public du gaz et de l'électricité, de l'eau, de la gestion des déchets, des transports ? ».*

Il n'est pas possible d'accepter sans riposter à la hauteur les attaques de ces défenseurs du « libéralisme » en Europe (PS, Droite, MODEM, Verts,..) qui veulent nous faire croire qu'ils tiennent la solution !

Pas plus hier qu'aujourd'hui je n'ai accepté cette formule « des forces de gauche et écologistes ». Car elle renvoie les écologistes ailleurs et à part, ensuite elle les place à gauche alors qu'il y en a à droite et qu'eux-mêmes ne se veulent ni de droite ni de gauche ; enfin cela décrédibilise les partis politiques dont on pourrait se passer ; les arguments ne manquent pas par exemple sur la manière d'utiliser des associations « environnementales » comme courroie de transmission. Il vaut mieux travailler à la définition d'un contenu vraiment de gauche d'une politique « écologique » et sociale qui permette une révolution dans les rapports homme-nature. Nous y travaillons en France et au niveau européen. (Voir ici le travail fourni par le groupe GUE-NGL au parlement européen ; voir aussi les propositions élaborées dès 2004 et enrichies par la suite, pour les élections européennes).

- Nous ne manquons pas d'alliés pour nous aider à appréhender l'écologie dans ce qu'elle est, et dans son rôle. J'ai parlé du professeur Ramade qui est proche de nos conceptions. Mais il y en a bien d'autres dont les travaux ont une grande portée progressiste. J'ai lu, il n'y a pas si longtemps, un article de J. Bourdillon (libres propos dans « La jaune et la rouge » de mars 1998) qui pose la question : « Quelle écologie pour le 21^{ème} siècle ? ». Même s'il reste dans la conception capitaliste du développement, il considère qu'on peut aménager la planète sans la dégrader. « Nous ne sommes ni amis ni ennemis de la nature, nous sommes dedans ».

D'ailleurs nous aménageons cette nature. Elle menace certaines de nos merveilles comme Venise ou les temples d'Angkor. Il n'en demeure pas moins que nous sommes les héritiers de Descartes, des Lumières, de Carnot ou d'Auguste Comte.

C'est quant même mieux que d'entrer dans le 21^{ème} siècle, au nom de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi avec le traité de Maastricht comme le proposait le « grand penseur » qu'est Jacques Delors !

- o N'oublions pas que les sciences se sont toujours développées dans l'incertitude et le doute méthodique. Francis Jacob écrivait dans « La souris, la mouche et l'homme » que « le grand danger pour l'humanité n'est pas le développement de la connaissance, c'est l'ignorance ». L'effet de serre est un bon exemple de la nécessité de connaître pour agir. Darwin a beaucoup aidé l'agriculture en expliquant le rôle des vers de terre. Ce que je veux dire c'est qu'il faut appliquer le principe de précaution avec précaution. L'homme est au centre de nos préoccupations car aujourd'hui l'évolution dans l'humanité réside dans son développement culturel. Et le développement scientifique fait partie intégrante de la culture. Attention aux blocages, au raisonnement mécanique du Oui ou Non, à l'appel permanent aux moratoires qui cachent souvent des intérêts non avouables. (A une époque on pouvait s'opposer au tout à l'égout à Paris avec l'aide de ceux qui ramassaient les eaux usées ! (Aujourd'hui on peut s'opposer à une ligne TGV avec l'aide de propriétaires terriens ou dire qu'il ne faut pas boire l'eau du robinet avec l'aide des producteurs d'eau minérale !). Sans parler, qu'au bout du compte, on finit par promouvoir une « écologie » anti-humaniste sur le thème du bon sauvage, du retour à la nature, de la forêt vierge,... Mais où est ce passé béni ?
- o Nous devons rentrer de plein pied et de manière offensive dans le débat sur « la décroissance ». C'est ce qu'a fait Hélène Langevin-Joliot posant la question « Où est passé la raison ? » lors du forum « science et citoyenneté » en PACA (novembre 2008) (Voir le texte dans la revue de l'ASTS – avril-mai 2009). On peut lire en particulier ceci :

« ... Il nous faut bien constater que le développement de productions de toute sorte que le progrès scientifique a rendu possible, s'est traduit par celui d'une société de consommation profondément inégalitaire entre Nord et sud et à l'intérieur de chaque pays aussi. Il s'est traduit par un gaspillage des ressources et des atteintes de plus en plus graves à l'environnement combinées à l'augmentation de la population mondiale qui aspire légitimement au mieux être. Le mode de développement actuel met en cause l'avenir des générations futures et il n'est donc pas durable comme on le dit et on a raison de le dire. C'est vrai que l'on trouve encore quelques esprits forts pour proclamer en réponse que la technique résoudra tous les problèmes. D'un autre côté, la rapidité des évolutions de la science et des catastrophes de différentes ampleurs et origines a favorisé, c'est vrai, le sentiment que plus rien n'était maîtrisé ; et du coup l'aspiration au progrès s'est estompée devant la crainte du risque, et plus grave encore, à la seule perspective de l'inconnu. La vieille idée qu'il faudrait enchaîner le Prométhée de la science ou tout au moins le contrôler étroitement, refait ainsi surface tandis que d'autres solutions sont cherchées du côté de la décroissance. Je crois plus utilement aux débats ouverts au grand public au fil des années pour élargir la réflexion sur les grandes technologies, en référence aux exigences de santé publique, de protection de l'environnement, de biodiversité, et maintenant de cette question qui est tout à fait prioritaire, du réchauffement climatique. « Mais je crois qu'il s'en faut de beaucoup pour qu'on avance, faute de faire un peu plus appel à la raison. Il y a une grande confusion sur les objectifs mêmes de ces débats. Ont-ils pour but d'analyser, de collecter les idées et les propositions ou servent-ils juste à conclure ? C'est tout le problème de la place et des conditions d'exercice de la démocratie participative versus la démocratie politique. Je crois

personnellement qu'elles doivent pouvoir se conjuguer mais il y a un travail considérable à faire pour que cela ne soit pas qu'une illusion. ».

Hervé Kempf est intervenu dans « Le Monde » (février 2005) par un article intitulé « Écologisme radical et décroissance ». « ...Le débat est revivifié par le retour d'une vision catastrophique dans la pensée écologiste, inspirée en partie des réflexions du philosophe Jean-Pierre Dupuy (« Pour un catastrophisme éclairé » - Seuil, 2002). Elle a occupé un séminaire roboratif rassemblant à Montbrison (Loire), en février, près de 90 intellectuels, Verts, Alternatifs, membres d'ATTAC ou des Amis de La Terre, autour d'un thème « Antiproduktivisme, décroissance et démocratie ».

Le débat s'est largement ouvert et de fortes divergences s'affrontent. Mais sur le fond l'essentiel des défenseurs de « cette « économie » ne mette pas en cause le système et cherchent des rassemblements sans vraie perspective révolutionnaire, autour de « ni droite, ni gauche ». Le texte de H. Kempf se termine ainsi : « ...Il y a dans ces questionnements les matériaux d'une plateforme sur laquelle pourrait se rebâtir une gauche qui manque singulièrement d'idées sur la société qu'elle prétend transformer. A la condition d'accepter la radicalité que posent les « décroissants », ces partisans de la décroissance. Et de se référer davantage au philosophe Ivan Illich, qu'à Karl Marx ».

Cécile Dufлот, chez les Verts, déclare dans l'Humanité Dimanche du 9 octobre 2008 « Il vaut mieux une décroissance organisée qu'une récession violente ». C'est plus simple à gérer politiquement pour le système en place ! N. Sarkozy l'a vite compris !

Le texte de Jean Zin, philosophe et militant écologiste (Groupe de Réflexions) est encore plus clair et éclairant. « .. Il y a quelque chose à la fois d'inévitable et de pathétique à voir resurgir « l'hypothèse communiste » à la faveur de la crise, que ce soit dans le revival d'un ancien groupuscule ou par quelques philosophes révolutionnaires « sur le retour »' qui n'ont plus grand chose de matérialistes en tout cas, et de dialectique encore moins. Bien sûr, l'affirmation d'une continuité des mouvements révolutionnaires est indispensable, on peut arguer avec quelques raisons qu'on ne saurait abandonner un idéal qui a été revendiqué par une si grande partie de l'humanité et qui a produit de grandes oeuvres sinon quelques hauts faits, sauf que c'est un peu trop oublier sa part négative et les dures leçons de l'histoire »..[...] C'est au nom de la liberté qu'il faut être ant-libéral, de même, c'est au nom de ce que nous avons de commun qu'il faut rester anti-communiste et au nom de la démocratie qu'il faut remplacer cette démocratie compétitive et élitiste par une démocratie plus démocratique ! il serait un peu stupide de retomber toujours dans les mêmes ornières. Bien sûr, on ne peut se réduire à être anti-libéral et anti-communiste (anti-fasciste, etc.). C'est bien pour cela qu'il faut s'affirmer écologiste où la synthèse peut s'opérer de l'individu et du collectif en valorisant la différence autant que la solidarité de tous. André Gorz a toujours voulu situer cette écologie politique dans la continuité du mouvement ouvrier et des luttes sociales dont on peut dire qu'elles sont parvenues avec l'écologie, au stade réflexif caractérisant les sociétés post-modernes. Bien sûr, ce n'est pas l'écologie des amoureux de la nature mais de la responsabilité collective et de l'autonomie individuelle, une écologie encore très minoritaire mais que le basculement de la gauche de transformation sociale dans l'écologie pourrait rééquilibrer radicalement plutôt que de s'égarer vainement dans un passé révolu. ».

Mais dans le livre de J.P. Fitoussi et E. Laurent « La nouvelle écologie politique » (Seuil, 2008), nous trouvons des informations essentielles. Dès 1981, W. Nordhaus et J. Robin posent la question « La croissance est-elle obsolète ? » et répondent par la négative ; et à partir du PIB, ils proposent « une mesure du bien être humain ». L'état stationnaire classique ne doit pas devenir notre norme utopiste.

En 1990, le rapport sur le développement humain des Nations Unies est intéressant. « Ce que nous appelons développement humain est le processus qui élargit l'éventail des possibilités offertes aux individus... dont la durée de vie et la santé, les ressources pour une vie digne, l'instruction, les droits de l'homme et la liberté politique... il n'y a pas de « retour » possible à un état de nature qui n'a jamais existé.

L'auteur dit qu'il faut assumer la modernité et élever le niveau des exigences démocratiques pour maîtriser l'économie politique. Il est impératif d'organiser la décroissance des inégalités. Ce n'est pas la décroissance économique qui le permettra ! (On le voit !). D'où la nécessité de l'effort de justice sociale et de repenser le développement humain.

- Mesurons bien le niveau de la bataille idéologique. Ce n'est pas pour rien que « Le Monde » sort un numéro spécial (2009) fort justement nommé « La guerre des idées ». et ce n'est pas pour rien non plus que « Le Point » (Hors série n° 3 – juin/juillet 2009) parle de Marx. Dans l'article de J. Bidet « Le penseur et les machines de guerre », le lien est fait à partir de l'exploitation entre l'homme et la nature. « ..Ainsi s'explique le profit, ou « plus-value » qui est l'objet même de la production capitaliste. Celle-ci, en effet, n'est pas tournée vers les choses concrètes qu'exige la vie des gens, mais vers une « **richesse abstraite** » qui peut s'accumuler à l'infini, quelles qu'en soient les conséquences sur les humains et sur la nature – où l'on voit, au passage, comme Marx fonde une théorie de l'écologie politique. ».

E. Balibar écrit : « Ce qui me frappe, très au-delà des frontières françaises – La France est une province du monde d'aujourd'hui, rien de plus -, c'est à quel point des lectures de Marx irriguent la pensée post-coloniale sur les interférences de la race, de la classe et de la culture, ou la critique du « développement » en tant que dévastation écologique, ou celle de la souveraineté, bref tout ce que l'on peut appeler le « planétaire ». ce pourrait être un autre nom pour ce que Marx appelait « internationalisme ». c'est l'un de ses concepts dont il importe le plus de se souvenir aujourd'hui. ».

Malgré les difficultés, la gravité de la situation politique et idéologique, les reculs de la pensée révolutionnaire, le concret vécu, nous ouvrent de grands perspectives. Encore faut-il sortir « de la mode » et de la trop grande « personnalisation » des positions. La valorisation de l'individu n'a de sens que dans le collectif. Je pense qu'un projet se construit dans la vie mais avec des repères théoriques.

Ce texte provisoire, qui doit être complété, ne demande que vos remarques, vos compléments. J'espère au moins qu'il contribuera au débat et qu'il pourra, à partir de ce que nous avons fait, nous aider dans la mise en œuvre de notre politique au service des gens.

7 - QUELQUES REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

J. Dorst	« Avant que nature ne meure » - Delachaux et Niesle	1965
R. L. Carson	« Le printemps silencieux » - Plon	1968
Ph. St Marc	« Socialisation de la nature » - Stock	1971
B. Commoner	« L'encerclement » Seuil	1971
Rapport Meadows :	Le Club de Rome présenté par J. Delaunay « Halte à la croissance » - Fayard	1972
R. Dubos	« Les dieux de l'écologie » Fayard	1973
R. Dumont	« L'utopie de la mort » Seuil	1973
D. Botting	« Humbolt, un savant démocrate » - Belin : un savant une époque	1973
M. Mesarovic, E. Pestel :	« Stratégie pour demain » – 2ème rapport du Club de Rome - Seuil –	1974
Académie des Sciences de l'URSS	« Homme, société et environnement » - éd. du Progrès – Moscou	1975
R. Dumont	« Seule une écologie socialiste » - R. Laffont–	1977
D. Worster	« Les pionniers de l'écologie » - Sang de la terre –	1985
P. Acot	« Histoire de l'écologie » PUF – 285 p	1988.
J; P. Deleage	« Histoire de l'écologie » - La découverte	1991
J. M. Drouin	« Réinventer la nature, l'écologie et son histoire » -Desclee de Brouwer –	1991
L. Ferry	« Le nouvel ordre écologique » - Grasset –	1992
F. Ramade	« Eléments d'écologie – Ecologie fondamentale »– 2 ^{ème} édition Ediscience Internationale - 579 p.	1994
F. Ramade	« Eléments d'écologie – Ecologie appliqué » – 5ème édition Ediscience Internationale - 621 p	1995
MNLE (sous la direction d'A. Pelosato)	: « Ecologie et progrès » - éd. Naturellement – collection Témoins	1996
MNLE (sous la direction d'A. Pelosato)	« Ecologie et civilisation » - éd. Naturellement – collection Témoins –	1998
E. Zaccai	« Le développement durable » - Ecopolis –	2002
S. Brunel	« Le développement durable » Que sais-je – PUF –	2004
P. Corcuff et al.(sous la direction de M. Lôwy) :	« Écologie et socialisme » - Syllepse –	2005
N. Hulot	« Pour un pacte écologique » - Calman-Lévy	2006
J. P. Fitoussi, E. Laurent	La nouvelle écologie politique » - Seuil -	2008
P. Tort	« Darwin et la science de l'évolution » -	2008
F. Courchamp	« L'écologie pour les nuls » - éd. First - 427 p	2009.

QUELQUES LIVRES ECRITS PAR DES MEMBRES DU PCF

1973	Guy Biolat	« Marxisme et environnement – éd. Sociales – 180 p.
1973	G. Marchais	« Le défi démocratique - Grasset
1974	J. Metzger	« Pour la science – éd. Sociales
1978	C. Claude	« Voyage et aventures en écologie – éd. Sociales
1981	J. Ch. Dubard	« Energie, le grand tournant – éd. Sociales « Notre temps »
1981	J. M. Legay	« Qui a peur de la science ? – éd. Sociales « Notre temps »
1983	R. Le Guen	« Les enjeux du progrès éd. Sociales « Notre Temps/société »
1989	R. Le Guen	« Science en conscience éd. Sociales Messidor »'
1990	S. Mayer	« Parti pris pour l'écologie éd. Sociales Messidor »
1996	S. Mayer	« Quelle planète léguerons-nous ? éd. Sociales

LES CONGRES DU PCF

W. Rochet - « Le marxisme et les chemins de l'avenir » - discours au comté central d'Argenteuil – 1966

Voir en particulier :

1976	22ème congrès
1982	24ème congrès « Le socialisme aux couleurs de la France »
1994	28ème congrès « Le programme du PCF »
2003	32ème congrès
2006	33ème congrès
2008	34ème congrès

QUELQUES BROCHURES DU PCF

1971	« Changer de Cap » - Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire
1972	Programme commun de gouvernement du PCF et du PS
1975 (5 juin)	« Vivre libres » - projet de déclaration des libertés soumis à la discussion des français.
1976	« Les communistes et le cadre de vie » - rapport au comité central de P. Juquin – « Entre ciel et terre »
1989	10 propositions pour l'environnement
16 déc.1989	Journée d'étude du PCF sur l'environnement
janvier 1992	L'environnement du quotidien au planétaire numéro hors série d'Avancées Scientifiques et Techniques – 60 p
21 avril 1992	R. Hue « Pour un développement humain, durable et solidaire »
1995	« Environnement, reflet d'une société »
23-24 sept. 2005	Pour un développement durable et solidaire de la planète Forum national à l'initiative du PCF – 47 p.

THÉORIE MARXISTE

F. Engels	« Dialectique de la nature » - écrit entre 1875 et 1885 – éd. Sociaele – 1974
F. Engels	« Ludwig Feurbach et la fin de la philosophie allémande » - éd. Sociales – Paris 1946
F. Engels	« Anti-Dühring » - éd. Sociales – 1973
K. Marx	« L'idéologie allemande » - éd. Sociales – 1968
K. Marx	« Le capital – livre III – T. 3 - éd. Sociales – 1960
L. Séve	« Marxisme et théorie de la personnalité » - éd. Sociales – 1969

REVUE « RECHERCHES INTERNATIONALES »

1959	« Explosions nucléaires et retombées radioactives »- n° 16 – nov. Déc. - 320 P ;
1974	« L'homme et l'environnement » - n° 77-78 – 152 p